

A. **LE MONDE CONTEMPORAIN**

1^{re} PARTIE : LE MONDE AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Leçon 1 : LES CONSEQUENCES ET LES REGLEMENTS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Introduction

L'année **1945** a été un grand tournant dans la Seconde Guerre mondiale. Le **8 mai 1945** à Berlin et le **2 septembre** dans la baie de Tokyo, sont signées les deux capitulations sans conditions de l'Allemagne et du Japon. Les peuples du monde sortent d'une période de crise et tension d'une part ; d'autre part s'ouvre une nouvelle période pleine d'espoir, de paix, de stabilité et de prospérité dans les relations internationales. Mais les vainqueurs comme les vaincus devaient d'abord tirer le **bilan très lourd** du second conflit mondial et ensuite prendre part à toutes les décisions opportunes aux plans politique, économique, social et culturel afin de dégager de **nouvelles perspectives** dans les relations internationales.

1. Le bilan tragique de la Seconde Guerre mondiale

1. Le bilan humain : une hécatombe démographique

Avec **50 à 60 millions** de victimes, la Seconde Guerre mondiale a été plus longue et plus meurtrière que la Première qui avait fait **10 millions** de morts. La deuxième Guerre mondiale apparaît clairement comme le conflit le plus sanglant de toute l'histoire de l'humanité. En outre, les pertes humaines ont été plus étendues à la population civile en raison des bombardements aériens, mais aussi à cause de l'occupation brutale de l'ennemi et des massacres de tous ordres (**33 à 34 millions** de civils tués). L'Europe, le plus important champ de bataille, a été le continent le plus touché, particulièrement dans sa partie orientale. En effet, l'URSS a enregistré **20 millions** de morts, la Pologne **6 millions**, la Yougoslavie près de **2 millions**.

Quant aux Etats-Unis, leurs pertes humaines et matérielles ont été modestes (**295 000** morts). En effet, ils n'ont connu au cours de leur histoire qu'une véritable guerre, la **guerre de Sécession** qui avait fait **300 000** victimes et des pertes matérielles considérables (**1861-1865**).

En Asie, la Chine et le Japon ont enregistré un grand nombre de victimes surtout civiles en raison de la longueur exceptionnelle de la guerre qui s'est étendue dans cette région de **juillet 1937** à **septembre 1945**.

Sur le plan social, la **communauté juive** a été le groupe social le plus touché car les estimations font état de **6 millions** de Juifs tués sur une population totale de **8 millions** en Europe. Les Juifs échappés de justesse au **génocide** des **Nazis** qui ont mis en œuvre dès **janvier 1942** la « **solution finale** » du problème juif (à la suite de la Conférence de **Wansee**, près de Berlin, **20 janvier 1942**, préparée par **Reinhardt Heydrich** « **Le Boucher** », chef adjoint des **SS** sur la demande de **Goering** en **1941**).

A ces pertes directes causées par la guerre, il faut ajouter les pertes indirectes liées à la diminution des naissances (phénomène des classes creuses), à l'augmentation de la mortalité en raison des conditions de vie précaires et de la sous-alimentation généralisée. Par ailleurs, le monde a connu durant la guerre d'importants transferts de populations à travers l'exode des civils, les déportations des Juifs et des prisonniers de guerre, les réquisitions de travailleurs. On estime le nombre de personnes déplacées en Europe durant le conflit à environ **30 millions**.

2. Le bilan financier et matériel

Le bilan matériel et financier de la Seconde Guerre mondiale est amer. On a qualifié le second conflit mondial de **guerre totale** dans la mesure où les ressources et le matériel de production ont été utilisés jusqu'à l'extrême limite de l'usure. Les **dépenses militaires** ont été considérables (plus de **1 000 milliards** de dollars). Par exemple les Etats-Unis ont dépensé **32 milliards** de dollars lors de la Grande Guerre contre **340 milliards** lors de la Seconde Guerre mondiale. Les **destructions matérielles** ont été énormes. En **1945**, l'Europe est un amoncellement de ruines : l'URSS à la suite de la tactique de la « terre brûlée », l'Allemagne, la France et les Pays-Bas sont les plus touchés. En URSS par exemple, **1 700** villes, **70 000** villages et **6 millions** de maisons sont endommagés ou détruits. La Pologne et la Yougoslavie ont perdu **38 %** de leur potentiel industriel. Des villes entières sont à reconstruire après les bombardements : Varsovie, Stalingrad, Hambourg, Dresde, Caen, Coventry, Hiroshima, Nagasaki, etc. Les

communications sont désorganisées : les **chemins de fer** sont particulièrement atteints ainsi que les **ponts** et les **routes**.

Le **financement de l'effort de guerre** considérable a pris plusieurs formes : privations, généralisation de l'impôt, recours à l'emprunt extérieur... Tout cela eut comme conséquence un **endettement massif** de certains pays belligérants, en particulier ceux de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. D'ailleurs, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, l'URSS, le Brésil, l'Argentine, l'Australie ont profité de la guerre pour développer leurs économies. Par contre, pour les pays appauvris et ruinés par le conflit, c'est immense **effort de reconstruction** qui s'impose.

3. Le bilan moral et politique

C'est essentiellement sur le plan moral que la Seconde Guerre mondiale eut des répercussions très lourdes, l'ensemble des valeurs attachées à la civilisation étant remises en question. En effet, méprisant les droits humains, le conflit se caractérisa par la barbarie, l'emploi généralisé de la torture, les régimes politiques de terreur, la hantise de la bombe atomique. Le second conflit mondial restera longtemps comme le **symbole de la dégradation** de la conscience humaine. D'après **André Malraux**, durant la guerre, l'homme a rivalisé avec l'enfer et donné des leçons au diable. Quant à **Albert Camus**, il affirme que « **la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie... Il va falloir choir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif et l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.** »

Pour expliquer cette sauvagerie, il suffit de rappeler l'extermination de **6 millions** d'êtres humains révélée par la découverte des charniers et des camps de la mort avec leurs chambres à gaz et leurs fours crématoires. Les principaux **camps de concentration nazis** qualifiés d' « **usines de la mort** » furent ceux de **Dachau, Buchenwald, Auschwitz, Treblinka, Majdanek**, etc. Le choc moral de la guerre aboutit à une **révolte** et à un **engagement** chez de nombreux intellectuels qui représentent l'absurdité du monde, l'angoisse de l'homme devant l'avenir : c'est le cas de **Jean-Paul Sartre**, de **Pablo Picasso**, de **Paul Valéry**, de **Louis Aragon**, etc. **Sartre** écrit en **1945** : « **La guerre, en mourant, laisse l'homme nu, sans illusion, abandonné à ses propres forces, ayant enfin compris qu'il n'a plus à compter que sur lui** ».

Au plan politique, la guerre a entraîné l'apparition d'un monde nouveau : **l'Europe** est en déclin et n'est plus le centre du monde ; les **Etats-Unis** ont tous les attributs d'une superpuissance ; **l'URSS** meurtrie jouit néanmoins d'un grand prestige militaire et politique ; un puissant **mouvement de décolonisation** commence à prendre forme en **Asie** et en **Afrique**.

Au total donc, le monde de **1945** était un monde meurtri, troublé, dans lequel la paix n'était maintenue que grâce à un équilibre fragile. Par conséquent, des efforts immenses doivent être consentis pour consolider la paix et permettre à l'humanité d'espérer une stabilité durable.

II. Les règlements du conflit

1. Les grandes conférences à trois

a) La Conférence de Yalta (4-11 février 1945) ou la volonté de coopération

Après la **Conférence de Téhéran (28 novembre-2 décembre 1943)**, les trois grandes puissances alliées (Etats-Unis, URSS et Angleterre) se retrouvent à **Yalta**, une station balnéaire soviétique sur les bords de la mer Noire, en Crimée (dans l'actuelle Ukraine). Cette conférence, s'est déroulée du **4 au 11 février 1945**, a réuni les leaders suivants : **Franklin D. Roosevelt**, **Joseph Staline** et **Winston Churchill**. Ces trois dirigeants traduisaient ainsi leur volonté de continuer leur collaboration pour résoudre ensemble les problèmes de l'après-guerre.

La Conférence de Yalta a adopté **trois résolutions majeures** : **l'occupation et le contrôle de l'Allemagne**, la **déclaration sur l'Europe libérée** et le **principe de la création de l'Organisation des Nations (ONU)**.

En ce qui concerne l'Allemagne, les trois puissances conviennent que ce pays sera démilitarisé et divisé en **quatre zones d'occupation** américaine, britannique, soviétique et française. La ville de **Berlin** sera elle aussi divisée en quatre secteurs d'occupation. Par ailleurs, la Conférence de Yalta a fixé avec précision les frontières de l'Allemagne à l'ouest mais surtout à l'est avec la Pologne avec la **ligne Oder-Neisse**.

La déclaration sur l'Europe libérée a été proposée par **Roosevelt**. Cette déclaration affirmait que des élections libres et démocratiques seraient organisées dans les Etats

de l'Europe anciennement occupés par les Nazis. D'ailleurs, ce principe avait été fortement proclamé par la **Charte de l'Atlantique** du **14 août 1941** ; il s'agit du **« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »**.

Au sujet de la création de l'ONU, un accord de principe est conclu entre les trois grandes puissances qui se donnent rendez-vous à **San Francisco** aux Etats-Unis le **25 avril 1945**.

b) La Conférence de Potsdam (17 juillet-2août 1945) ou le temps du compromis

La localité de **Potsdam** est située près de Berlin, en Allemagne, dans la zone d'occupation soviétique. Elle a abrité en **1945** une conférence entre les trois grandes puissances représentées par le soviétique **Staline**, l'Américain **Harry Truman** (qui a remplacé **F. Roosevelt** décédé le **12 avril 1945**) et le Britannique **Clement Attlee** (élu Premier ministre le **28 juillet 1945**). Les principales décisions sont la création d'une **Commission des réparations** devant siéger à Moscou, l'instauration d'un **tribunal à Nuremberg** (symbole des manifestations du III^e Reich) pour juger les criminels de guerre nazis, la **dénazification et la démocratisation de l'Allemagne**, la **délimitation des zones d'occupation**.

En ce qui concerne le **procès de Nuremberg**, il s'est déroulé du **20 novembre 1945 au 30 septembre 1946**. **Quatre grands chefs d'accusation** ont été retenus contre les **24 accusés** : **plan concerté ou complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité**. **Douze condamnation à mort** ont été prononcées dont celles de **Ribbentrop** (ministre des Affaires étrangères), de **Rosenberg** (théoricien de la doctrine nazie et ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est), de **Keitel** (chef d'état-major du Haut-Commandement de Wehrmacht), de **Bormann** (secrétaire particulier d'**Adolf Hitler**), de **Goering** (maréchal du Reich, chef de la Luftwaffe, président du Reichstag), etc. A Potsdam, l'atmosphère n'est pas cordiale. A plusieurs reprises, la réunion a failli être interrompue du fait d'une mésentente croissante. On peut même affirmer que la Conférence s'est terminée en queue de poisson et a consacré la **rupture définitive de la Grande Alliance** entre les Anglo-américains et les Soviétiques.

2. La Conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945) - création de l'ONU

(Voir document annexe)

3. Les grandes conférences économiques

Le souvenir de la **crise économique des années 1930** a persuadé les économistes et les hommes politiques des méfaits des rivalités commerciales, des politiques protectionnistes et autarciques, du désordre monétaire, etc. D'ailleurs, la Charte de l'Atlantique avait affirmé la nécessité d'une collaboration plus étroite entre les nations sur les plans économique et social. Les efforts déployés dans ce sens ont abouti à la mise en place du **nouveau système monétaire international** avec les **accords de Bretton Woods** signés le **22 juillet 1944** (*la Conférence de Bretton Woods s'est tenue du 1^{er} au 22 juillet et a réuni 44 nations*). La Conférence de Bretton Woods s'organise autour de **deux propositions** :

- le **plan Keynes** soutenu par l'Angleterre qui prévoit la création d'un institut international d'émission monétaire chargé de créer une monnaie de réserve gagée sur la richesse des pays membres ;
- le **plan White**, qui a la faveur des Américains et qui sera finalement adopté. Ce plan propose que la valeur des monnaies soit déterminée en référence au cours de l'or, et que le paiement des transactions internationales puisse être assuré en dollars et en livres sterling, monnaies dont la valeur est elle-même fixée par rapport à l'or. Ce système, qui en outre institue un régime de changes fixes entre les monnaies, fonctionne jusqu'en 1976, date à laquelle les accords de la Jamaïque mettent fin à la libre convertibilité des monnaies en or, ouvrant une période de changes dits flottants entre les devises.

Les deux principales institutions de Bretton Woods sont le **Fonds monétaire international (FMI)** et le **groupe Banque mondiale**. Le **FMI** a été conçu pour accorder des prêts à court terme aux pays membres ayant des difficultés financières passagères. La **Banque mondiale** devait par contre aider les pays dévastés par la guerre et accorder des prêts à long terme.

Les **accords du GATT** (Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce), pour une **libéralisation des échanges**, sont signés à **Genève** en **octobre 1947**

par **23 nations non communistes** qui assuraient **80 %** du commerce mondial. Créée le **1^{er} janvier 1995**, l'**Organisation mondiale du Commerce (OMC)** reprend à la fois les dispositions du traité originel du GATT et celles de ses révisions, la synthèse étant appelée « **GATT 1994** ». L'**OMC** étend le mandat originel du GATT à de nouveaux secteurs tels que les **services** et la **propriété intellectuelle**. Elle fournit un cadre légal pour l'application des accords du GATT. Comme elle est chargée d'administrer l'acte final de l'**Uruguay Round**, elle perpétue, dans les faits, l'organisation et les décisions du GATT dans une structure renouvelée et plus efficace.

Conclusion

L'URSS, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont voulu prolonger leur collaboration pour favoriser la constitution d'une nouvelle économie mondiale et jeter des bases de paix et de sécurité dans les relations internationales. Mais, très rapidement, les calculs des uns et les méfiances des autres ont entraîné une **profonde divisions idéologique du monde**, caractérisée par des antagonismes répétés, parfois violents, avec l'ère de avec la **guerre froide**.

ANNEXE

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (O.N.U.)

Introduction

La **Conférence de San Francisco** a réuni (dans l'auditorium du théâtre Herbst) **51 Etats** dans le but d'élaborer la **Charte des Nations unies**. La nouvelle organisation internationale mise sur pied a son siège à **New York** et entre officiellement en fonction le **24 octobre 1945**, avec comme premier Secrétaire général le Norvégien **Trygve Lie (1946-1962)**. L'**Organisation des Nations unies (ONU)** est une association internationale d'Etats, fondée dans le but de « *maintenir la paix et la sécurité internationales* », de « *développer entre les nations des relations amicales fondées sur le principe du respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes* », de « *réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordres économique, social, intellectuel ou humanitaire* » et d'inciter au « *respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales* ». Comme le formulera plus tard **Henry Cabot Lodge**, ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, l'ONU est vouée, non pas « *à nous mener au paradis* », mais « *à nous sauver de l'enfer* ». La mise au point de l'ONU a été progressive et laborieuse. Son action a été longtemps entravée par la rivalité opposant les Etats-Unis à l'URSS. Ses résultats sont limités ou décevants.

L'ONU fonctionne grâce à **six organes** principaux : l'**Assemblée générale**, le **Conseil de Sécurité**, le **Conseil économique et social**, le **Conseil de Tutelle**, la **Cour Internationale de Justice de La Haye** et le **Secrétariat général**.

I. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales

Ce rôle appartient avant tout au Conseil de Sécurité et plus particulièrement des « *Cinq Grands* ». Mais l'Assemblée peut voter des « recommandations » et peut être directement saisie des affaires en cas de paralysie du Conseil (*résolution Acheson*) :

- des **recommandations** concernant le désarmement ou toute autre question touchant la paix (exemple : La question palestinienne). ;

- des **condamnations** : les interventions soviétique en Hongrie et franco-britannique à Suez, par exemple, furent condamnées par l'Assemblée générale ;
- des **interventions armées** : Les troupes de l'ONU se sont dressées contre les « **agresseurs** » nord-coréens et chinois en **1950**. Les « **Casques Bleus** » se sont interposés entre les combattants israéliens et égyptiens dans le Sinaï en **1956** et ont réussi à réduire à néant la sécession katangaise. ;
- l'**arme diplomatique** : le Conseil de Sécurité propose des solutions aux adversaires éventuels (les « **bons offices** » du secrétaire général ou de ses envoyés).

II. Les progrès politiques

a) La décolonisation

L'ONU proclame dans sa Charte « **le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ». L'indépendance est ainsi accordée à des territoires sous mandat de la SDN : la Syrie et le Liban en **1947**, le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël en **1948**. L'ONU s'est également attelée à la surveillance des territoires non encore autonome en réclamant surtout des « **renseignements** » aux puissances coloniales et en vérifiant si les progrès vers l'aptitude à l'indépendance sont réalisés. En **1957**, l'ONU s'est penchée sur le problème algérien, malgré les protestations de la France qui fit valoir que les « **départements algériens** » ne relevaient que des « **affaires intérieures** » françaises. Par sa **déclaration anticolonialiste de 1960**, la majorité de l'Assemblée générale réclame l'indépendance immédiate pour les territoires encore sous tutelle coloniale.

b) Les droits de l'homme

Dans ce domaine, l'ONU a adopté la **Déclaration universelle des droits de l'Homme** le **10 décembre 1948** (droits à la vie, à la liberté, interdiction de l'esclavage, des détentions et arrestations arbitraires, condamnation de l'apartheid). Mais les grands principes se heurtent le plus souvent à la mauvaise volonté des Etats soucieux d'éviter l'ingérence de l'ONU dans ce qu'ils appellent leurs « **affaires intérieures** ».

Des droits économiques et sociaux sont reconnus par la Charte, concurremment aux droits politiques, droits à la sécurité sociale, au travail, au repos, à l'éducation, à un

niveau de vie suffisant, à la liberté syndicale. L'ONU a souvent montré son impuissance évidente à les faire appliquer mais dispose d'une base juridique qui justifie les efforts de certains organismes comme le BIT, l'UNESCO, etc.

c) Le désarmement

Dans ce domaine, l'échec est encore patent, le **désarmement** ne pouvant se concevoir qu'accompagné de l'établissement de la **sécurité collective** assurée par les Nations unies. La fusion entre les commissions de l'Energie atomique et des Armements classiques – dans l'impasse depuis leur création en **1946-1947** – donna naissance en **1952** à la Commission du Désarmement composée des membres du Conseil de Sécurité. En **avril 1954**, fut désigné un sous-comité du désarmement siégeant à **Londres** et comprenant des délégués des Etats-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne, de la France et du Canada. Les difficultés pour trouver un accord conduisirent à l'élargissement du sous-comité. Ainsi un comité de désarmement siégea à **Genève** depuis **1961** mais dut abandonner ses travaux à partir de **1964**. Les trois « **Grands** » (**Etats-Unis**, **Grande-Bretagne** et **Union soviétique**) entament alors des négociations ayant permis la signature de plusieurs accords :

- interdiction des explosions atomiques (sauf les explosions souterraines) en **1963** ;
- utilisation pacifique de l'espace en **1967** ;
- traité de non prolifération des armes nucléaires (**TNP**) en **1968** ;
- traité de non nucléarisation des fonds marins en **11 février 1971** ;
- accords **SALT 1** (**26 mai 1972**) et **SALT 2** (**18 juin 1979**).

Depuis **1979**, à l'initiative de la France, un nouveau comité de désarmement a recommencé à fonctionner.

d) Le progrès économique

L'**ECOSOC** est appuyé par divers organismes : **BIRD**, **BAT** (Bureau d'Assistance Technique), **FAO**, **PNUD**, etc. Son action concerne :

- l'**assistance technique** : des experts, des bourses d'études, des crédits d'assistance, etc. ;

- une **aide financière** ;

- des **recommandations** pour que les pays riches augmentent leur aide aux pays en développement (objectif : **1 %** de PNB) ;

La **CNUCED**, fondée en **1964** tient des réunions périodiques pour promouvoir un nouvel ordre économique international (**NOEI**).

III. Les insuffisances

L'ONU a été tournée en dérision depuis sa création notamment par les dirigeants des grandes puissances : du « **nid d'agents de l'impérialisme** » de **Staline**, à la « **Maison des morts** » du Président **Reagan**, en passant par le « **machin** » raillé par le général **De Gaulle** (**Claire Tréan**, « Le Renouveau des Nations unies », *Le Monde – dossiers et documents*, janvier 1989). Pendant la guerre froide, l'action de l'ONU a été souvent paralysée par l'utilisation abusive du **droit de veto** de la part des deux **Grands**. Selon **Daniel Colard**, « **de 1945 à 1985, les Etats-Unis ont recours au veto 42 fois, la Grande-Bretagne 23 fois, la France 15 fois, la Chine 4 fois ; l'URSS détient le record absolu avec 116 veto** » (*Les Cinquante ans de l'ONU, un bilan contrasté*, Paris, Défense nationale, 1994).

L'ONU a également montré son incapacité à remplir la première de ses missions : la résolution des conflits. C'est que **Claire Tréan** constate : « **L'Assemblée générale n'avait cessé d'adopter des résolutions, de dépêcher des médiateurs, mais ici le sang continuait de couler** ». En effet, depuis **1945** plus de **130 conflits** ont éclaté dans le monde sans que l'ONU ait été capable d'arrêter les va-et-vient-guerre.

Même si la fin de la guerre froide a permis de lever le blocage du système, l'ONU est affaiblie par la disparition du contrepoids que constituait l'URSS. Aujourd'hui, l'Amérique, unique superpuissance, agit souvent de manière unilatérale. L'intervention des Etats-Unis en Irak en **mars 2003** sans l'aval du Conseil de Sécurité en est une parfaite illustration. **Richard Perle**, néoconservateur américain, affirme : « **La réticence du Conseil de Sécurité à entériner l'usage de la force (en Irak) pour appliquer ses propres résolutions (...) a sonné le glas du fantasme vieux de plusieurs décennies qui considérait l'ONU comme le fondement de l'ordre international** » (*Le Figaro*, 11 avril 2003).

L'action de l'ONU continue d'être suspendue à la volonté politique des Etats-Unis. La composition du Conseil de Sécurité ne reflète plus les rapports de forces internationaux actuels. Aussi certains pays réclament-ils avec insistance et à juste titre le statut de membres permanents : c'est le cas du **Japon** (2^e contributeur de l'ONU), l'**Allemagne** (3^e bailleur) ou du **Brésil**.

Entre autres problèmes de l'ONU, **André Lewin** mentionne, dans le journal *Jeune Afrique/L'Intelligent* (n° 2205, du 13 avril 2003), « **les réunions répétitives et les ordres du jour interminables** » de même que « **la prolifération des tâches et des programmes de sorte qu'il est impossible de se concentrer sur les priorités** ».

Conclusion

Après une soixantaine d'années d'existence, l'ONU présente un bilan mitigé. Certaines critiques sont fondées mais il faut reconnaître que l'Organisation a fait des efforts réels (aides, subventions, soutien aux mouvements de décolonisations, solutions de certains conflits, etc.). Aujourd'hui, une réforme de fond s'impose. Face aux nombreuses difficultés de l'ONU, il est nécessaire de prendre des mesures susceptibles d'insuffler une vigueur aux Nations unies car, comme l'affirme **Samantha Power** (*Le Monde diplomatique*, septembre 2005), « **même si l'ONU a échoué à bannir la guerre, elle demeure indispensable à la recherche de la paix.** »

Leçon 2 : **LES RELATIONS EST/OUEST, DE LA GUERRE FROIDE**

A LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

Introduction

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, une situation originale se met en place. Les **Etats-Unis** et l'**URSS** apparaissent comme deux **superpuissances** qui se regardent avec méfiance. Leur opposition prend d'abord la forme d'une **guerre froide**. Sans jamais s'affronter directement, chacun des deux grands se proclame le modèle politique, économique et culturel de référence et pousse les autres Etats à entrer dans cette **logique bipolaire**. De **1947** à **1953**, on assiste à la formation de deux camps hostiles, à de multiples conflits et rivalités. Puis, à partir de **1953**, apparaît un nouveau contexte, fruit de la décolonisation, du redressement de l'Europe et des fissures à l'intérieur des blocs qui ne sont plus homogènes. Les deux Grands établissent alors de nouvelles règles : la **coexistence pacifique**. Toutefois, les rivalités continuent avec des conflits périphériques. La guerre froide ne prend fin qu'avec la chute du **Mur de Berlin** et l'**implosion du bloc soviétique**.

I. Les aspects de la guerre froide

1. La formation des blocs

A la **Conférence de Potsdam**, déjà, les anciens membres de la **Grande Alliance** étalaient au grand jour leurs divergences. A partir de **1947** commence la guerre froide, conflit d'un type nouveau, qui divise le monde en **deux blocs opposés idéologiquement, économiquement et militairement**. (Le journaliste américain **Walter Lippmann** popularisa le terme de *guerre froide* dans un livre portant ce nom).

a) Sur le plan idéologique

On assiste à l'opposition idéologique entre deux systèmes : l'américain et le soviétique. Tous les deux prétendent à l'universel et chacun perçoit l'autre comme le mal absolu.

* **Dans le camp occidental** dirigé par les Etats-Unis, le Président **Harry Truman** (1884-1972, 33^e président des Etats-Unis, 1945-1953) annonce, le **12 mars 1947**, une politique dont le but est de lutter contre l'expansion du communisme et de l'URSS

dans le monde. Cette politique a pris le nom de « **containment** » ou « **politique de l'endiguement** » ou encore « **doctrine Truman** ». Cette politique a guidé toute l'action des Etats-Unis jusqu'à la fin de la confrontation Est/Ouest au début des années 1990. De façon immédiate, le containment se traduit par le soutien américain aux gouvernements de Grèce et de Turquie menacés par le communisme. A l'intérieur même des Etats-Unis, le sénateur du Wisconsin, **Joseph Raymond McCarthy** (1908-1957), est l'initiateur, à partir de février 1950, d'une violente campagne anticomuniste : le **maccarthysme**.

* **Dans le bloc socialiste**, l'URSS et les pays d'Europe centrale et orientale fondent, en **septembre 1947**, le **Kominform**, organe de liaison et d'information des partis communistes. Ce cadre permettait à l'URSS de renforcer son contrôle sur les partis communistes des pays de l'Est voire même de France et d'Italie. En réplique à la « doctrine Truman », la « **doctrine Jdanov** » (proposée par **Andreï Aleksandrovitch Jdanov**, 1896-1948) dénonce le camp occidental dirigé par les Etats-unis comme « *antidémocratique et impérialiste* » et considère que le camp oriental dirigé par l'URSS est « *pacifique, démocratique et anti-impérialiste* ».

Toutes ces théories traduisaient nettement la violence des idéologies de la guerre froide. Entre ces deux mondes, l'affrontement était donc inéluctable.

b) Sur le plan économique

Dans le cadre de l'endiguement économique, les Etats-Unis, sur proposition du général **George Catlett Marshall** (1880-1959) le **5 juin 1947**, décident d'attribuer une aide financière et matérielle à tous les pays d'Europe qui en feraient la demande. 16 pays européens bénéficient de cette aide de **12,5 milliards de dollars** établie sur la période 1948-1952. Deux objectifs justifiaient cette aide américaine qui prit le nom de « **European Recovery Program** » :

- accélérer la reconstruction de l'Europe et remédier au « *dollar gap* » (manque de capitaux) ;
- endiguer l'expansion du communisme.

La mise en exécution du « **plan Marshall** » a été le point de départ de la **construction européenne** avec la création de l'**Organisation européenne de Coopération économique (O.E.C.E., avril 1948)**, de la **Communauté européenne du**

Charbon et de l'Acier (**C.E.C.A.**, 18 avril 1952), puis de la Communauté économique européenne (**C.E.E.**, 25 mars 1957).

Dans le camp oriental, l'URSS et ses alliés refusent l'aide du « plan Marshall ». En réaction, la mobilisation économique des pays de l'Est aboutit à la création du **Marché commun des pays de l'Est**, le **Conseil d'Assistance économique mutuelle (C.A.E.M.)** ou *Council for Mutual Economic Assistance (COMECON)*, pour promouvoir le développement économique de ses membres.

c) Sur le plan militaire

Dans le camp occidental, de nombreux pactes et alliances ont vu le jour sous l'influence de la « **pactomanie** » américaine. Ainsi, l'**Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.)** est créée le 4 avril 1949. Elle regroupe les pays de l'Europe de l'Ouest sous le commandement des Etats-Unis et s'élargit à la Grèce et à la Turquie en 1952 puis à la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.) en 1955. D'autres alliances militaires du même genre sont mises sur pied en Asie du Sud-Est avec l'**Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (O.T.A.S.E., 1954)**, au Moyen-Orient avec le **Pacte de Bagdad** (24 février 1955), dans le Pacifique avec le **Conseil du Pacifique** ou **ANZUS** (1952) et enfin le **traité de paix** avec le Japon en 1952.

Dans le camp communiste, le réseau des alliances n'a pas une ampleur mondiale. L'URSS édifie un **bloc continental**. L'unique alliance militaire englobant l'URSS et les sept démocraties populaires est le **Pacte de Varsovie** fondé le 14 mai 1955. En plus d'être une alliance militaire, le Pacte de Varsovie était chargé de jouer le rôle de **gendarme idéologique** si un pays du bloc de l'Est remettait en cause le socialisme ou la suprématie de Moscou.

2. Les principaux points chauds de la guerre froide

Deux Allemagnes, deux Corées, deux Chines, deux Vietnams : de part et d'autre de ces frontières, s'organisent les deux blocs, deux systèmes stratégiques qui s'étendent au monde entier. La guerre froide apparaît comme un conflit entre les deux superpuissances pour l'hégémonie dans le monde. Comment cet affrontement par alliés interposés évolue-t-il ?

a) En Europe, la question allemande

Parmi les points chauds de la Guerre froide en Europe, on peut citer :

- la **guerre civile en Grèce** qui opposait la résistance communiste et la résistance royaliste qui est sortie victorieuse en **1949** grâce au soutien des Américains (**250 millions de dollars**) ;
- le « **Coup de Prague** » en Tchécoslovaquie qui aboutit à la prise du pouvoir en février 1948 par les communistes et la transformation de ce pays en une démocratie populaire. Les autres Etats de l'Europe de l'Est font de même. Seule la Yougoslavie du maréchal **Tito** (**Josip Broz, 1892-1980**) s'éloigne d'où son exclusion du Kominform ;
- et, surtout, la **question allemande**.

C'est sans doute la question allemande qui est le plus grand point de désaccord marquant la guerre froide en Europe, avec notamment la **première crise de Berlin** aboutissant au blocus de la ville. Devant l'impossibilité de s'entendre sur un statut définitif de l'Allemagne, les pays occidentaux décident de fusionner leurs zones d'occupation (la « **trizone** ») en vue de créer un Etat allemand et une nouvelle monnaie, le **deutsche mark**. L'URSS considère cette décision comme une violation flagrante des accords de **Yalta** et de **Potsdam** sur l'Allemagne. Ainsi, le **24 juin 1948**, **Staline** décrète le **blocus de Berlin**, de toutes les voies terrestres permettant d'accéder à Berlin-Ouest. Pendant **322 jours**, **2,2 millions de personnes** sont isolées et survivent grâce à un vaste pont aérien anglo-américain. En **10 mois**, **275 000 vols** ont été organisés, transportant **2,5 millions de tonnes** de marchandises. Le blocus de Berlin n'a donc pas atteint son objectif. Par conséquent, **Staline** décide de le lever le **12 mai 1949**. L'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans le camp occidental s'accélère avec la création de la **République fédérale d'Allemagne (RFA)** le **23 mai 1949** avec **Bonn** pour capitale et **Konrad Adenauer** (1876-1967) comme **premier chancelier** (1949-1963). Elle reste désarmée et sans politique étrangère autonome. Le **7 octobre 1949**, la zone d'occupation soviétique devient la **République démocratique allemande (RDA)**, une démocratie populaire ayant pour capitale **Berlin-Est** et pour premier président **Wilhelm Pieck** (**Otto Grotewohl** Premier ministre et **Walter Ulbricht**, Premier ministre adjoint).

b) En Asie, la guerre de Corée

Les principaux points chauds de la guerre froide en Asie restent :

- la **deuxième guerre civile en Chine (1946-1949)** qui se termine par la victoire des troupes communistes de **Mao Zedong** (Mao Tsé-Toung, **1893-1976**) soutenues par l'URSS sur les nationalistes de **Tchag Kaï-Chek** (Jiang Jieshi, **1887-1975**) soutenus par les Etats-Unis ;
- la **guerre de décolonisation d'Indochine (1946-1949)** qui a opposé la France, puissance coloniale soutenue par les Etats-Unis, aux indépendantistes du Vietminh, d'obédience communiste, soutenus par l'URSS et la Chine. C'est ce qui conduit les Etats-Unis à user de leur **droit de veto** contre l'entrée de la Chine au Conseil de Sécurité de l'ONU comme membre permanent. En réaction, l'URSS boycotte le Conseil de Sécurité jusqu'en **1971** (politique de la « *chaise vide* ») ;
- et, surtout, la **guerre de Corée (1950-1953)**.

En Corée, la capitulation japonaise a entraîné l'occupation de la partie nord par les Soviétiques et de la partie sud par les forces américaines. La limite entre les deux zones était le **38^e parallèle Nord**. Comme en Allemagne, les deux zones sont transformées en Etats : la **Corée du Nord** communiste dirigée par **Kim Il Sung** (1912-1994) et la **Corée du Sud** pro américaine dirigée par **Syngman Rhee** (1875-1965). Pour réaliser l'unification de la péninsule coréenne, les troupes de la Corée du Nord, soutenues par **Staline**, envahissent la Corée du Sud le **25 juin 1950**. Les Etats-Unis, profitant du **boycott** du Conseil de sécurité par l'URSS, font condamner cette agression par l'ONU. Le général américain **Douglas MacArthur** (1880-1964) dirige un **corps expéditionnaire international de l'ONU à majorité américaine**. Les Américains repoussent les Nord-Coréens jusqu'aux frontières de la Chine qui envoie alors **700 000 volontaires** à partir du **16 octobre 1950**. En **1951**, la guerre de Corée atteint des proportions dramatiques. L'armistice de **Pan Mun Jom** du **27 juillet 1953** met fin à une guerre meurtrière (**2,5 millions de morts, blessés ou disparus**).

Les années **1947-1953** ont donc été marquées par de violentes oppositions idéologiques et des affrontements par alliés interposés orchestrés par les deux Grands. A partir de **1953**, la guerre froide diminue d'intensité et les relations internationales entrent dans une phase de **dégel**.

II. La détente dans les relations internationales et ses limites

1. La détente dans les relations internationales

Les deux Grands éprouvent le besoin d'apaiser une guerre froide devenue trop dangereuse. Chaque camp devait avoir à l'idée que l'existence de l'autre était une réalité et qu'une guerre pour le détruire était **aléatoire et impensable**. Cette situation est bien illustrée par la célèbre boutade du philosophe et sociologue français **Raymond Aron** (1905-1983) : « *paix impossible, guerre impensable* ». Plusieurs facteurs expliquent l'avènement de la détente :

- **Staline** (décédé le 5 mars 1953) **et Truman quittent la scène politique**. Ils sont remplacés respectivement par **Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev** (1894-1971 ; chef de l'URSS de 1953 à 1964) et **Dwight David Eisenhower** (1890-1969, 34^e président des Etats-Unis de 1953 à 1961) qui mènent de politiques extérieures moins conflictuelles (armistice en Corée en 1953, accords de Genève sur l'Indochine en juillet 1954, traité sur l'Autriche en 1955, rencontre Kennedy-Khrouchtchev en 1961).

- **Les crises au sein des blocs** : dans le bloc de l'Ouest, il y a la contestation de la suprématie américaine par la France du général **De Gaulle** (1890-1970, président français de 1959 à 1969) qui reconnaît la Chine maoïste en 1964, se retire de l'OTAN en 1966 et condamne l'intervention des Etats-Unis dans la guerre du Vietnam. Dans le bloc de l'Est, les fissures étaient plus nombreuses [rupture sino-soviétique en 1960, initiatives réformatrices en Pologne avec **Wladyslaw Gomulka** (1905-1982) et en Hongrie avec **Imre Nagy** (1896-1908), « **Printemps de Prague** » en Tchécoslovaquie en 1968].

- **l'émergence du Tiers Monde** avec notamment les **Conférences de Bandung** (18-24 avril 1955) et de **Belgrade** (1^{er}-6 septembre 1961, fondation du mouvement des « non alignés »).

- le **surarmement et la compétition pour la conquête de l'espace** : L'URSS comble vite son retard technologique sur les Etats-Unis en disposant de la **bombe atomique** en 1949 et de la **bombe H** en 1953, en mettant au point le premier satellite artificiel, le **Sputnik** en 1957 et en envoyant le premier homme dans l'espace le 12 avril 1961 (**Youri Alekseïevitch Gagarine**, 1934-1968) Le président **John Fitzgerald Kennedy** (1917-22 novembre 1963, 35^e **président** des Etats-Unis de 1961 à 1963)

réagit en chargeant la **NASA** (National Aeronautics and Space Administration, créée en octobre 1958) de la **mission Apollo**, dont l'objectif est l'envoi d'un équipage sur la Lune (Neil Alden **Armstrong** - né en 1930 - alunit le 21 juillet 1969).

Les deux Grands se lancent dans une véritable **course aux armements** avec la construction de **missiles intercontinentaux**, de **sous-marins nucléaires** et de **bombardiers stratégiques**. Ils peuvent à la fois mener une guerre nucléaire graduée ou s'anéantir dans un délai très court. Cet « **équilibre de la terreur** » pousse les deux Grands à engager au début des années 1960 des négociations pour le désarmement d'autant plus que le contexte international change : la Grande-Bretagne, la France puis la Chine détiennent l'arme nucléaire. La logique bipolaire d'affrontements s'affaiblit alors. Mais **la coexistence pacifique repose sur des bases fragiles**.

2. La crise des fusées de Cuba de 1962, illustration des limites de la détente

En dépit des bonnes intentions déclarées, les deux Grands continuent leur rivalité, avec notamment la **seconde crise de Berlin** et surtout la **crise des fusées de Cuba**.

En Allemagne, Berlin-Ouest sert de tremplin pour l'émigration vers la RFA. C'est une **contre-propagande** pour les Soviétiques. Ainsi les autorités de la RDA édifient, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, un mur fortifié séparant les deux parties de la ville. Surnommé le « *mur de la honte* », le Mur coupe Berlin pendant 28 années et symbolise la division du monde en deux blocs séparés par ce que **Churchill** appelait déjà (le 5 mars 1946) le « **rideau de fer** » (« *Iron Curtain* »). Mais c'est surtout la crise des fusées de Cuba qui étale au grand jour les limites de la détente.

La crise des fusées de Cuba est déclenchée en 1962 par l'installation à Cuba de rampes de lancement de missiles soviétiques révélée par l'avion espion U2. Le déploiement des fusées soviétiques fait suite au débarquement de 1 500 **commandos** cubains formés et armés par la **CIA** (débarquement de la **Baie des Cochons** du 17 avril 1961) pour renverser le régime de **Fidel Castro** (né en 1927, dirigeant de Cuba depuis 1959, surnommé le « *lider maximo* »). Face à la situation, le président américain **Kennedy** opte pour une **riposte graduée** : dans un discours

télévisé le **22 octobre 1962**, il annonce un **blocus** autour de l'île de Cuba afin d'empêcher l'arrivée de nouveaux missiles et se déclare prêt à employer l'arme nucléaire tout en ouvrant la porte à des négociations. Le monde est soudain suspendu à la menace d'une possible guerre nucléaire. Les deux grands négocient au-dessus de la tête de **Castro**. Le dirigeant soviétique **Khrouchtchev** accepte, le **28 octobre 1962**, de démanteler les missiles en échange de quoi les Etats-Unis n'interviendraient pas dans les affaires de l'île de Cuba. L'accord final entre les deux chefs d'Etat comporte une **clause secrète** par laquelle les Etats-Unis s'engagent à retirer les missiles installés en Turquie. Les missiles soviétiques sont démantelés le **12 novembre 1962** et la quarantaine est levée le **20 novembre**.

Le **bras de fer psychologique** auquel cette crise a donné lieu aboutit à un début de **détente relative** dans la course aux armements.

III. Du rapprochement entre les blocs à la fin de la guerre froide

1. Le rapprochement entre les blocs

A partir de **1962**, on assiste à une **pause** dans la guerre froide due à deux facteurs :

- * **l'émergence du Tiers Monde** ;
- * **la contestation** au sein du bloc de l'Est (Chine maoïste, volonté d'autonomie des démocraties populaires) et dans le bloc de l'Ouest (guerre du Vietnam contestée par la jeunesse américaine).

A partir de **1963**, une **liaison téléphonique directe** (le « **Téléphone rouge** ») est mise en service entre Washington et Moscou. Les deux Grands entament alors des négociations ayant permis la signature de plusieurs accords :

- **interdiction des explosions atomiques** (sauf les explosions souterraines) en **1963** ;
- **utilisation pacifique de l'espace** en **1967** ;
- **traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP)** en **1968** ;
- **traité de non nucléarisation des fonds marins** en **11 février 1971** ;
- accords **SALT 1** (**26 mai 1972**).

Cependant, au milieu des années 1970, une période de tensions commence avec la « guerre fraîche »

2. La reprise de la tension ou « guerre fraîche » (1975-1985)

Cette période est inaugurée par deux événements : le déclenchement de la bataille des **euromissiles** et **l'invasion de l'Afghanistan** par les Soviétiques.

En déployant des missiles **SS 20** à partir de 1976, l'Union soviétique rompt l'équilibre des forces en Europe. Le 12 décembre 1979, les pays de l'OTAN décident de développer des programmes de missiles équivalents, les **Pershing**. Les premiers **Pershing** sont installés en 1983 malgré un important mouvement pacifiste en Europe de l'Ouest.

Les Soviétiques envahissent l'Afghanistan le 24 décembre 1979. En réponse, les Etats-Unis adoptent une série de mesures de **rétorsion** : suspension des ventes de céréales à l'URSS, non ratification des accords **SALT 2** du 18 juin 1979 par le Congrès américain, boycott des Jeux Olympiques de Moscou de 1980 par les Américains.

La tension s'accroît après l'élection de Ronald **Reagan** à la présidence des Etats-Unis en novembre 1980. Reagan (1911-2006, 40^e président des Etats-Unis de 1981 à 1989) défend une **politique interventionniste** (« *révolution conservatrice* ») concrétisée par le débarquement des forces américaines dans l'île de Grenade (*capitale : Saint George's*) pour contrer un coup d'Etat pro cubain (23 octobre 1983) et le soutien militaire aux guérillas anticomunistes au Nicaragua (soutien au sandinistes contre les *contras*), en Afghanistan et en Angola (soutien à l'UNITA contre le MPLA). La course aux armements reprend également. En mars 1983, Reagan lance l'**Initiative de défense stratégique** (IDS) ou « Guerre des étoiles » visant à édifier un bouclier spatial contre les armes nucléaires.

2. La fin de la guerre froide (1985-1991)

En 1985, l'arrivée au pouvoir de **Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev** (né en 1931) à la tête de l'URSS est le point de départ d'une évolution radicale des relations Est/Ouest. D'abord, la situation intérieure de l'URSS est catastrophique : économie délabrée, système politique corrompu, bureaucratie incompétente, niveau de vie très faible. **Gorbatchev** lance alors un vaste programme de restructuration (« *perestroïka* ») et de transparence (« *glasnost* »). Cette volonté de changement n'empêche pas

l'effondrement du système soviétique. Ensuite, sur le plan intérieur, la course aux armements absorbe **16 %** du PNB soviétique et le soutien aux nombreux pays satellites devient insupportable pour le budget de l'URSS. Les Etats-Unis sont aussi aux prises avec une grave crise budgétaire et sociale. Dès lors, les deux Grands parlent d'un « *monde contradictoire mais interconnecté et interdépendant* ». Cette nouvelle détente favorise la reprise du dialogue Est/Ouest avec les accords mettant fin à la bataille des euromissiles la reprise des négociations sur le désarmement et la résolution de plusieurs conflits (Nicaragua, Afghanistan, Namibie, Cambodge).

L'effondrement des démocraties populaires entre **1989** et **1991** (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie), l'implosion de l'URSS à partir de **1990**, la dissolution du Pacte de Varsovie et du CAEM en **1991**, la chute du Mur de Berlin le **9 novembre 1989** et la réunification de l'Allemagne le **3 octobre 1990** entraînent la disparition du bloc de l'Est et la fin de la bipolarisation du monde.

Conclusion

Les relations Est/Ouest ont été marquées par une guerre froide violente (**1947-1953**), une pause relative (**1953-1975**), une reprise de la tension (**1975-1985**) et une détente (**1985-1991**). La fin de la confrontation entre les deux blocs ouvre pour les relations internationales une nouvelle ère dans laquelle les Etats-Unis entendent jouer un rôle de **superpuissance** et gendarme planétaire. Mais l'effacement de la bipolarité Est/Ouest donne aussi une acuité nouvelle à la question des **rapports Nord-Sud**.

Leçon 3 : **LA CHINE DE 1945 AUX ANNEES 1990**

Introduction

Le renversement de la dynastie impériale mandchoue des **Qing** au pouvoir en Chine depuis **1644** a été l'aboutissement d'une révolution moderne : la **révolution de 1911**. Avec la proclamation de la République, la page de la Chine impériale est tournée. La nouvelle période qui s'ouvre est marquée par les désillusions de la révolution de 1911, par une série de **guerres civiles (1927-1937 ; 1945-1949)**, par une volonté de **construction du socialisme** dans la nouvelle République populaire de Chine (**1949-1976**). A partir de **1977**, avec **Deng Xiaoping** puis **Jiang Zemin**, la Chine adopte une nouvelle politique économique axée sur la **modernisation**, la **libéralisation** et une plus grande **ouverture** aux pays industriels capitalistes.

I. La deuxième guerre civile (1945-1949 et la victoire des communistes

Après la capitulation japonaise du 2 septembre 1945, la guerre civile reprend entre les nationalistes de Tchang Kaï Chek soutenus par les Etats-Unis et les communistes de Mao Zedong soutenus par l'Union soviétique. Ce conflit dévaste la Chine de 1945 à 1949.

Les troupes communistes victorieuses s'emparent du pouvoir le 1^{er} octobre 1949 et les nationalistes se réfugient dans l'île de Formose pour y créer la République de Chine nationaliste (Chine Taiwan).

II. L'évolution de la Chine de 1949 à 1976

En 1949, la Chine est déjà un pays très peuplé (500 millions d'habitants en 1949), très pauvre et très divisé qu'il faut reconstruire.

1. La reconstruction économique (1949-1952)

Pour mettre le pays en marche, le **Parti communiste chinois (PCC)** adopte trois mesures principales :

- la **réforme agraire** du **28 juin 1950** qui détruit le système de propriété traditionnelle et permet aux paysans pauvres de disposer de terres ;
- la **réforme de l'industrie** par la nationalisation d'entreprises appartenant aux grandes familles capitalistes liées au Kuo Min Tang (Guomindang) et aux capitalistes étrangers ;
- les **mesures politiques, sociales et culturelles** : lois sur le mariage du **30 avril 1950** visant l'émancipation de la femme, effort de scolarisation grâce à la

réforme de la langue, campagne pour la conversion des intellectuels au marxisme-léninisme.

Les paysans disposent des lois de terres. L'industrie lourde principalement basée en Mandchourie est contrôlée par l'Etat. Le prestige extérieur de la Chine est au plus haut après l'intervention chinoise dans la guerre de Corée. Les responsables chinois prennent alors des mesures radicales afin de mettre en place le régime socialiste.

2. La mise en place du régime socialiste (1953-1957)

Cette période est marquée par l'adoption de trois grandes mesures :

- le **1^{er} Plan quinquennal (1953-1958)**, qui donne la priorité à l'industrie lourde pour stimuler la production industrielle et désenclaver la Chine intérieure ;
- la **réforme agraire** de 1955 qui met en place une agriculture de type collectiviste sur le modèle soviétique ;
- la **Nouvelle Constitution** adoptée en **1954**, qui présente beaucoup de ressemblances avec celle de l'URSS et garantit les libertés fondamentales (liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté d'affichage à travers les *dazibaos*).

Toutefois des restrictions à ces droits montrent bien les limites imposées aux libertés. Par exemple, la campagne des "**Cent Fleurs**" ("déstalinisation à la chinoise") initiée en **1956** est suspendue l'année suivante. Le pouvoir de Mao est sévèrement critiqué. Ce dernier rompt avec l'URSS et répond par le "**Grand bond en avant**".

3. Le "Grand bond en avant" (1958-1961)

Les objectifs du "**Grand bond en avant**" sont définis dans le **2^e Plan quinquennal** de **1958**.

Il est question, selon Mao, d'accélérer le rythme de la production par une mobilisation des masses pour atteindre **250 %** de croissance dans la production céréalière et doubler la production d'acier en un an. **26 000 communes populaires** de **5 000 familles** chacune sont créées ainsi que **2 millions** de petits hauts-fourneaux.

La nouvelle stratégie invite la Chine à « **marcher sur ses deux jambes** » mais le "**Grand bond en avant**" connaît un cuisant échec. En conséquence, la tendance de **Liu Shaoqi**, favorable à la recherche du progrès économique, connaît une ascension fulgurante dans la vie politique.

Le régime communiste vacille. Mao est mis en minorité au sein du Parti communiste chinois. Il doit abandonner la présidence du Parti à Liu Shaoqi. Mais il contre-attaque et lance la "**Grande révolution culturelle prolétarienne**".

4. La "Grande révolution culturelle prolétarienne" de 1966 et ses prolongements

Dernière grande initiative du « **Grand Timonier** », cette révolution a pour objectif officiel de combattre de **révisionnisme**. En réalité, à travers la "**Grande révolution culturelle prolétarienne**", Mao cherche à éliminer ses principaux adversaires dont Liu Shaoqi et Deng Xiaoping et à récupérer le pouvoir perdu. Elle se traduit par de **violentes attaques** contre les cadres du PCC et les intellectuels, la **répression féroce** effectuée par les "**Gardes rouges**" contre les dirigeants opposés, la publication du **Petit Livre Rouge** (sorte de « Bible » de la révolution culturelle qui développe le culte de la personnalité) et, enfin, la **création de comités révolutionnaires ouvriers** dans toutes les grandes entreprises. Le bilan économique et humain de la "Grande révolution culturelle prolétarienne" est lourd (2 millions de victimes).

Cependant, à partir de **1969**, la Chine entre dans une période de reconstruction et accède à la scène internationale. Elle devient **membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU** en **1971** et reçoit le président américain **Richard M. Nixon** en visite officielle à Pékin en **février 1972**. La fin de la "Grande révolution culturelle prolétarienne" est officiellement annoncée en **1977**, un an après la mort de **Zhou Enlai** (8 janvier 1976) et de Mao (9 septembre 1976). Cette année **1977** arque la défaite des radicaux maoïstes (la "**Bande des Quatre**" dont la femme de Mao **Jiang Qing**) et le rétablissement de Deng Xiaoping à la tête du Parti et de l'Etat.

III. L'après Mao ou l'ouverture sur l'extérieur

A partir de **1977**, la politique des "**Quatre modernisations**" (idée de Zhou Enlai de moderniser l'**agriculture**, l'**industrie**, la **recherche** et la **Défense nationale**) devient la doctrine officielle. Le "*Grand bond en avant*" est considéré comme un "**Grand bond en arrière**". Entre **1977** et **1982**, l'agriculture est pratiquement décollectivée. Les communes populaires disparaissent. L'industrie lourde reste entre les mains de l'Etat mais l'autonomie des entreprises est renforcée et les prix libérés. L'entreprise privée est autorisée dans les industries de consommation. L'économie s'ouvre de plus en plus sur l'extérieur : la Chine entre au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale en **1980**. Des **Zones économiques spéciales (ZES)** sont créées à partir de **1978** sur le littoral pour attirer les investissements étrangers.

Sur le plan politique, la Chine entretient des relations officielles avec les Etats-Unis, le Japon et l'URSS. Les actes de Mao sont critiqués mais sa pensée politique est intouchable, c'est-à-dire que les changements politiques sont limités. Le massacre de la place **Tian'anmen** (**3-4 juin 1989**, « *Printemps de Pékin* ») contre les étudiants et les intellectuels qui réclamaient plus de démocratie, montre que les libertés

fondamentales sont souvent bafouées (plus de **700 morts**). Lors du XIV^e Congrès du PCC (**octobre 1992**), la **politique d'économie socialiste de marché** est lancée. En 1993, la Chine devient le 2^e pôle d'investissements derrière les Etats-Unis.

Conclusion

Pays longtemps replié sur lui-même, la Chine s'est engagée dans la voie socialiste pour se développer. Après la mort de Mao Zedong, Deng Xiaoping développe un socialisme pragmatique et apparaît comme le précurseur de la "*perestroïka*" à la chinoise. Cependant des limites sont imposées à la restructuration du modèle chinois. Aussi le peuple réclame-t-il avec insistance une "**cinquième modernisation**" : la **démocratie**.

2^e Partie : DECOLONISATION ET AFFIRMATION DU TIERS MONDE

Leçon 4: LES CAUSES GENERALES DE LA DECOLONISATION

Introduction

La décolonisation est un processus fort ancien qui s'accélère depuis 1945. En effet, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assiste à la disparition des grands empires coloniaux. Ce mouvement d'émancipation des peuples colonisés est dû à une série de facteurs, les uns relevant de la vie intérieure des peuples dominés, les autres de l'influence de certains événements extérieurs.

I. Les facteurs internes de la décolonisation

Il s'agit de facteurs qui ont favorisé et accéléré la prise de conscience des peuples colonisés

1. La colonisation elle-même

La colonisation a déséquilibré les économies, désorganisé les sociétés traditionnelles, entraîné des rancœurs à l'égard colons et dégagé de nouvelles élites. Ceci va très vite favoriser une prise de conscience et l'éclosion d'un sentiment national.

2. L'essor du nationalisme et les groupes moteurs de la décolonisation

Les syndicalistes et les intellectuels ont joué un rôle important dans l'essor du nationalisme dans les territoires dominés. Les syndicats ne se sont pas limités à des revendications concernant les conditions de travail mais ils ont œuvré pour la liquidation du régime colonial : exemples : la **CGT**, l'**UGTAN**, la **FO**, etc. Ces syndicats sont soutenus par des partis politiques créés de nouvelles élites formées dans les universités occidentales : **Sékou Touré** (1922-1984) vient du syndicalisme ouvrier ; **Nehru** (1889-1964), **Ferhat Abbas** (1899-1985) et **Houphouët-boigny** (1905-1993) de la bourgeoisie locale, **Soekarno** (1901-1970), **Senghor** (1906-2001), **Bourguiba** (1901-2000), **Ho Chi Minh** (1890-1969), **Lumumba** (1925-1961), (**Gandhi** 1869-1948) de l'élite européenne. On peut aussi citer parmi les groupes moteurs les **anciens combattants**, les **étudiants** (ceux de la **FEANF** par exemple), les **intellectuels** qui luttent contre l'aliénation culturelle.

3. L'émergence du Tiers Monde

Le Tiers Monde va constituer une force politique pour la prise en charge les revendications de l'indépendance notamment lors des conférences de **Bandung** (18-24 avril 1955), du **Caire** (1957) et d'**Accra** (1958). Il faut aussi souligner le rôle joué par les grands courants politiques

comme le **Panarabisme** (né à la fin du XX^e siècle) qui aboutira à la création de la ligue arabe au Caire le 22 mars 1945, l'**Asiatisme** né au début du XX^e siècle sous l'influence du Japon victorieux des Russes en 1905, et le **Panafricanisme**, mouvement parti d'Amérique, au sein des Noirs et dont le contenu est précisé lors des Congrès de Paris (1919), de Bruxelles (1921), de Londres (1923), de New York (1927) et surtout de Manchester (1945).

II. Les facteurs externes de la décolonisation

Ils ont pris la forme d'encouragements ayant précipité la ruine des empires coloniaux

1. L'impact de la Seconde Guerre mondiale et la crise des empires coloniaux

Les défaites rapides de la France, de la Belgique et des Pays-Bas portèrent un coup sévère au prestige des colonisateurs. En Asie, l'occupation japonaise va jouer un rôle important dans la décolonisation. Les milliers de soldats fournis par les colonies reviennent de la guerre transformés et réclament une contrepartie à leurs sacrifices. Le Professeur Iba Der Thiam écrit avec raison : « ***La guerre permet à plusieurs milliers d'Africains de découvrir l'Europe et la France, leurs populations, leur mode de vie, leurs frayeurs, leurs craintes et leurs espoirs, leurs faiblesses et leur grandeur, d'entre en contact avec une autre perception de l'homme blanc, si différente souvent de celle qu'ils avaient connue et de revenir profondément transformés*** ». D'ailleurs la Charte de l'Atlantique (14 août 1941) avait proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Grande-Bretagne, signataire de cette Charte ne pouvait, à la fin de la guerre, refuser ce droit aux peuples colonisés.

2. L'anticolonialisme des deux « Grands »

Les deux « Grands » rivalisent dans la promotion de la liberté des peuples colonisés. Leur action n'est pas désintéressée, mais elle a permis d'accélérer le processus de décolonisation.

Les Etats-Unis, ancienne colonie, veulent pratiquer la politique de la « Porte ouverte » et demandent aux métropoles de favoriser l'évolution progressive des colonies vers l'indépendance. Ils donnent l'exemple en accordant l'indépendance aux Philippines en 1946.

Cependant il faut noter que les Etats-Unis ne favorisent l'indépendance que là où ils pensent qu'elle peut barrer la route au communisme.

La politique anticoloniale de l'URSS est plus idéologique que celle des Etats-Unis. L'idéologie marxiste-léniniste, qui soutient qu' « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre », séduit beaucoup de nationalistes : Hô Chi Minh (Vietnam), Agostino Neto (Angola),

Samora Machel (Mozambique), Majhemout Diop (Sénégal), Amilcar Cabral (Guinée-Bissau), etc.

3. L'action de l'ONU

La Charte de l'ONU de 1945, en son article premier, proclame « l'égalité des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Or la colonisation ne respecte en rien ces droits. L'ONU va devenir une tribune internationale pour les porte-parole des pays colonisés (*Chine, Indonésie, Inde*).

L'indépendance est ainsi accordée à des territoires sous mandat de la SDN : la Syrie et le Liban en **1947**, le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël en **1948**. L'ONU s'est également attelée à la surveillance des territoires non encore autonome en réclamant surtout des « **renseignements** » aux puissances coloniales et en vérifiant si les progrès vers l'aptitude à l'indépendance sont réalisés. En **1957**, l'ONU s'est penchée sur le problème algérien, malgré les protestations de la France qui fit valoir que les « **départements algériens** » ne relevaient que des « **affaires intérieures** » françaises. Par sa **déclaration anticolonialiste de 1960**, la majorité de l'Assemblée générale réclame l'indépendance immédiate pour les territoires encore sous tutelle coloniale. Il faut préciser que l'ONU n'avait pas les moyens d'imposer la décolonisation. Elle ne pouvait user que de pressions morales.

Conclusion

Les relations internationales ont été marquées, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par le mouvement de la décolonisation des pays d'Afrique et d'Asie. Bénéficiant d'un contexte international favorable, les nationalistes étaient toutefois conscients qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. L'indépendance fut soit octroyée soit arrachée.

Leçon 5 : **LES FORMES DE LA DECOLONISATION**

Introduction

Le processus de la décolonisation a pris principalement **deux formes** : la forme pacifique et la forme violente. Cela est dû d'une part à la nature plus au moins xénophobe des mouvements nationalistes, d'autre part à la l'attitude des gouvernements métropolitains ou des colons plus au moins hostiles à la décolonisation.

I. La décolonisation pacifique

La décolonisation est dite pacifique si l'indépendance est obtenue sans le recours à la lutte armée entre la colonie et la puissance colonie. Toutefois cette forme ne signifie pas passivité ou docilité généralisé des mouvements nationalistes. On peut retenir trois conditions de cette décolonisation pacifique :

- le **réalisme politique** de la puissance coloniale ;
- l'existence d'une **élite disposée au compromis** ;
- l'impact de la **guerre froide**.

La décolonisation dite pacifique a connu comme conséquence principale le maintien des intérêts de l'ancien colonisateur dans l'ex-colonie, germe du **néocolonialisme**.

II. La décolonisation dite violente

C'est une forme de décolonisation ou l'indépendance est obtenue à la suite d'une lutte armée entre la métropole et la colonie. Elle éclate dans les circonstances suivantes :

- l'**entêtement du colonisateur**, lié le plus souvent à trois types de pressions : le **poids économique et stratégique de la colonie** pour la métropole, l'existence **de groupes de pression** sur la métropole, le rôle des **forces conservatrices** dans la métropole. Le Portugal offre un exemple typique de colonisateur entêté ;
- l'existence de **mouvements radicaux et organisés** comme les mouvements de libération marxistes-léninistes (*Indochine et colonies portugaises*) ou nationalistes (*le FLN en Algérie*) ;
- l'existence d'un **soutien extérieur** qui répond à des préoccupations idéologiques et stratégiques. Les principaux foyers de la décolonisation violente sont l'Indochine, l'Algérie, les colonies portugaises, la Malaisie.

D'une manière générale, la décolonisation violente a entraîné une **rupture** brutale et totale entre l'ancienne colonie et métropole. Comme le redoutait l'Occident, ces nouveaux Etats renforcent le camp socialiste d'où des tentatives de destabilisation

menées par les Occidentaux qui soutiennent des mouvements de guérillas comme l'**UNITA** en Angola et la **RENAMO** au Mozambique.

Conclusion

Quelle que soit la forme revêtue, la décolonisation consentie de manière désintéressée n'a jamais été concevable pour les Occidentaux. Dans tous les cas aussi, les nouveaux Etats indépendants subissent le poids des relations internationales par le biais du néocolonialisme ou par celui de la guerre froide.

Leçon 6 : **LA DECOLONISATION EN ASIE : INDE ET INDOCHINE**

Introduction

La première vague de décolonisation a lieu en Asie. Les nationalismes y sont les plus anciens et les mieux organisés. L'**Inde anglaise** et l'**Indochine française** ont connu des formes d'émancipation différentes. En Inde, les britanniques ont su choisir la voie de la concertation, préservant ainsi l'essentiel de leurs intérêts, tandis qu'en Indochine, les français se sont engagés dans un conflit armé qui s'est soldé par un échec.

I. L'INDEPENDANCE DE L'INDE : UN EXEMPLE DE DECOLONISATION PACIFIQUE

1. L'évolution de l'Inde anglaise jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Depuis **1857**, l'Inde était devenue une **colonie de la Couronne**, dirigée par un gouverneur général, le **vice-roi des Indes**. Avec **300 millions** d'habitants et le développement de la culture, du riz, du thé et de l'industrie textile, l'Inde est considérée comme *"Perle de l'empire colonial britannique"*. Une bourgeoisie industrielle et commerciale formée dans les écoles et les universités anglaises voit le jour. En **1885**, est créé le **Parti du Congrès** ou Congrès national indien (*Indian National Congress*). En 1906, est fondé la **Ligue musulmane**.

Après la participation à la première guerre mondiale aux côtés de la Grande-Bretagne, l'Inde s'attendait à des réformes. Mais le système de dyarchie instauré par le nouveau statut de **1919** ne satisfait pas les nationalistes indiens. Ainsi le **13 Avril 1919**, des troubles se produisent. Ils sont sévèrement réprimés par le brigadier-général **Dyer** qui fit tirer sur la foule à **Amritsar**, dans le Pendjab, faisant **379 morts** et **1200 blessés** dans les rangs des manifestants. *« Convaincu que certaines autorités anglaises ne jouent pas le jeu »*, **Gandhi** (**1869-30 janv. 1948**) lance une campagne de désobéissance civile et prône l'attachement absolu aux valeurs traditionnelles et spirituelles de la société indienne (**août 1920**)

pour obtenir le **Swaraj** ("autonomie interne") par « **des moyens légitimes et pacifiques** ». L'efficacité de l'action de GANDHI oblige les britanniques à mener un ensemble de réformes. En 1935, le statut du gouvernement de l'Inde accorde une autonomie interne restreinte, la Grande-Bretagne conservant le contrôle des finances, de la politique étrangère et de la police intérieure. Ces réformes seront jugées insuffisantes par le Parti du Congrès qui rejette cet **Indian act**. En **août 1942**, en pleine Seconde Guerre mondiale, le Parti du Congrès vote la résolution « **Quit India** » par laquelle il réclame l'indépendance immédiate de l'Inde. **Churchill** refuse, arguant qu'il faut attendre la fin de la guerre. Une campagne de désobéissance civile est lancée de nouveau, suivie d'une sévère répression. La tension est vive, aggravée par les famines de **1943-1944**.

2. L'indépendance et la partition de l'Inde

Avec l'avènement du travailliste **Clement Attlee** à la tête du gouvernement britannique après la capitulation japonaise, les négociations reprennent mais butent sur l'opposition entre le Parti du Congrès qui souhaite la formation d'un Etat indien unique et la Ligue musulmane de **Mohamed Ali Jinnah (1876-11 sept. 1948)** qui craint que dans un tel Etat, les musulmans soient opprimés. Ainsi ce dernier réclame-t-il la création de deux Etats, l'un pour les musulmans, l'autre pour les Hindous. Tous les plans de médiation présentés par la Grande-Bretagne échouent. Une violente guerre civile oppose les Hindous aux musulmans.

Lord Mountbatten (Louis I^{er} Comte de Mountbatten of Burma, **1900-1979**) propose un plan de partition (plan du **3 juin 1947**), accepté par les deux partis. Le *Bill* (projet de loi) de l'indépendance est voté : le monde indien accède à l'indépendance le **15 août 1947** mais perd son unité. En effet, l'indépendance donne naissance à deux Etats : l'**Inde** et le **Pakistan**, ayant respectivement comme Premiers ministres **Jawaharlal Nehru (14 nov. 1869-27 mai 1964**, Premier ministre de **1947 à 1964**) et **Liaquat Ali Khan (1895-assassiné en oct. 1951**, Premier ministre de **1947 à sa mort**). Des transferts de population se font dans les effusions de sang : **6 millions** d'Hindous et de Sikhs quittent le Pakistan pour l'Inde et **8 millions** de Musulmans quittent l'Inde pour le Pakistan. Le Pakistan sera à son tour scindé en deux Etats : le **Pakistan** et le **Bangladesh**. Proclamé en 1972, le Bangladesh ne sera reconnu par le Pakistan qu'en 1974.

II. La décolonisation de l'Indochine : un exemple de décolonisation violente

1. Les débuts du nationalisme indochinois

Les colonies françaises d'Asie du Sud-Est sont regroupées en **1905** dans une Confédération dite **Union indochinoise**, dirigée par un **Gouverneur général**. L'Indochine dite française comprenait dans sa totalité le **Cambodge** (devenu protectorat en **1863**), le **Laos** (complètement occupé en **1893**) et le **Vietnam** avec ses trois « **ky** » (« provinces ») : au nord le **Bak Ky** dit **Tonkin** avec pour capitale **Hanoi** ; au centre le **Trung Ky** dit **Annam** avec comme chef-lieu **Hué** ; le **Nam Ky** ou **Cochinchine** avec pour capitale **Saigon**, conquis successivement entre 1858 et **1895** et devenus officiellement « colonie » pour la Cochinchine, « protectorat » pour le Tonkin et l'Annam. Dans ces territoires, l'administration va faire face à de nombreux mouvements nationalistes très actifs comme celui du **Parti national du Vietnam**, qui décline pour céder la place au **Parti communiste indochinois (PCI)**, fondé le **3 février 1930** par **Hô Chi Minh (1890-1969)**. Entre **1930** et **1932**, une violente agitation révolutionnaire est sévèrement réprimée.

2. L'évolution politique de l'Indochine durant la Seconde Guerre mondiale

En **1941**, le Japon s'empare de l'Indochine mais laisse en place l'administration vichyste. Face à l'occupation, le **PCI** fonde en **mai 1941** le **Front pour l'Indépendance du Vietnam** (*Việt Nam Doc Lap Dong Minh Hoi*) qu'on abrègera en **Vietminh**. Au même moment est fondé au Laos le front de libération **Pathet Lao**. Le **9 mars 1945**, les Japonais décident de balayer l'administration française. Dès l'annonce de la capitulation japonaise, Hô Chi Minh forme un Gouvernement provisoire qui proclame l'indépendance de la **République démocratique du Vietnam** à Hanoi (**2 septembre 1945**). Conformément aux accords de Potsdam, le pays est occupé provisoirement par les troupes chinoises au nord du 17^e parallèle Nord et par les Britanniques au sud de cette ligne de démarcation.

3. Le retour de la France en Indochine

Dès la fin de la guerre, la France, après quelque hésitation, envisage de reconquérir l'Indochine. Des négociations commencées en **août 1945** aboutissent à la signature, le **6 mars 1946**, des **accords Sainteny-Hô Chi Minh**¹. Ces accords reconnaissaient le Viêt Nam comme « **un État libre avec son gouvernement, son Parlement et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française** ». Mais ces accords sont torpillés sur le terrain par les initiatives militaires du nouveau commissaire en Indochine, **Thierry d'Argenlieu**. Au lieu d'organiser le référendum prévu en Cochinchine, ce dernier fait proclamer la République le **1^{er} juin 1946**, empêchant ainsi de se réaliser l'unité du Vietnam souhaitée par « **l'Oncle Hô** ». La tension monte entre la France et le Vietminh, surtout après l'échec de la **Conférence de Fontainebleau (6 juillet-25 août 1946)**.

4. La guerre d'Indochine

Elle éclate à la suite de deux incidents :

- le **23 novembre 1946**, les Français, sous la direction du colonel **Debès**, prenant prétexte d'attentats contre leurs garnisons, bombardent la ville d'**Haiphong**, avant port d'Hanoi, détruisant le quartier vietnamien et faisant au moins **6 000 morts** (6 000 morts d'après P. Devillers ; 20 000 d'après Lê Thanh Khoi) ;
- le **19 décembre 1946**, les milices du général **Giáp** (Võ Nguyên Giáp, né en **1912**) ripostent en attaquant les quartiers européens d'Hanoi faisant **200 morts**.

Hô Chi Minh appelle le peuple vietnamien à la lutte.

De **1946 à 1949**, la France mène, seule, une guerre purement coloniale. Les troupes du Vietminh se retirent dans les campagnes et adoptent la guérilla avec comme slogan la célèbre phrase : « **Le jour aux Français, la nuit aux "Viets"** ». La France cherche alors une solution politique en négociant avec l'ex-empereur **Bao Dai** qui signe avec **E. Bollaert** les **accords de la Baie d'Along** du **5 juin 1948**. Mais cette tentative échoue et la guerre continue.

¹ Accords signés entre **Hô Chi Minh** et le commissaire français pour le Tonkin **Jean Sainteny**.

A partir de **1949**, avec la victoire communiste en Chine, la guerre d'Indochine devient un conflit de la guerre froide. Les Français subissent de nombreux revers dans leurs tentatives de contrôler les axes de passage vers la Chine. La défaite de **Diên Biên Phu**, **7 mai 1954** (**15 000** prisonniers français dont **3 000** seulement survivront) précipite l'issue du conflit et oblige les Français à négocier pour mettre fin à la « **sale guerre** ».

Les accords de Genève signés dans la nuit du **20 et 21 juillet 1954** (entre **Pierre Mendès-France** et **Pham Van Dong**) prévoient le partage provisoire du Vietnam de part et d'autre du **17^e parallèle Nord**. Au nord, la République démocratique du Vietnam (RDVN) accède à l'indépendance. Le sud reste sous l'autorité de Bao Dai. Ces accords prévoient également l'organisation, dans deux ans (**juillet 1956**), d'un référendum sur la réunification du pays. Le Cambodge et le Laos accèdent également à l'indépendance totale. Le bloc de l'Ouest enregistre une **deuxième défaite** en Asie dans le cadre de sa politique d'endiguement du communisme. Aussi le refus du Vietnam Sud dirigé par **Ngô Đình Diêm** de procéder au référendum de réunification débouche-t-il sur une nouvelle guerre : la guerre du Vietnam (**1959-1975**), dans laquelle l'armée américaine intervient directement de **1964** à **1973**.

Conclusion

Dans son ensemble, la décolonisation de l'Asie est marquée par la guerre froide. Après l'indépendance, l'Inde s'est rapprochée de l'URSS. En Indochine, l'obsession du "**containment**" et du "**roll back**" débouche sur la guerre du Vietnam. L'Asie va jouer un rôle déterminant dans la décolonisation des autres territoires comme l'illustrera éloquentement la **Conférence de Bandung**.

Leçon 7 : **LA DECOLONISATION AU PROCHE-ORIENT :**

LA QUESTION PALESTINIENNE ET LES RELATIONS ISRAELO-ARABES

Introduction

En **1920**, la **Traité de Sèvres**¹ et la **Conférence de San Remo** consacrent le démembrement de l'Empire ottoman et le passage du Proche-Orient sous **mandat A** britannique et français. Si à la fin du second conflit mondial les Français reconnaissent l'indépendance du Liban et de la Syrie, les agitations nationalistes liées surtout à l'hostilité entre Arabes et Juifs en **Palestine** secouent profondément cette région. Jusqu'à présent, la Palestine est une zone de tensions et de conflits entre les deux communautés malgré de nombreux efforts de paix.

I. Les origines du problème palestinien

L'idée de la création d'un **Etat juif** installé en Palestine remonte à la fin du XIX^e siècle avec les débuts du **sionisme** théorisé et fondé par **Théodore Herzl** (1860-1904). Il publie en **1896** son livre programme intitulé ***L'Etat juif : Essai de solution moderne à la question juive***². Il organise un premier congrès à **Bâle** (Suisse) en **août 1897**, congrès qui institua l'**Organisation sioniste mondiale** qui revendiqua le droit de tous les Juifs dispersés à travers le monde (la **Diaspora**) de se regrouper sur la « **terre des ancêtres** », la Palestine considérée comme la « **Terre Promise** ». Pour l'achat de terres en Palestine, un **Fonds national juif** est créé en **1901** et l'**Agence juive** en **1927**.

Par la **déclaration Balfour**³ du **2 novembre 1917**, le gouvernement britannique promet aux Juifs l'établissement d'un « **foyer national juif** » en Palestine. Ce projet était en contradiction avec la politique britannique au Proche-Orient et son **panarabisme** (*Etat arabe du Nil à l'Euphrate*). Il s'agissait fait d'une déclaration de

propagande destinée amener les Américains et les milieux financiers (le « **Lobby juif** ») à continuer à combattre avec les Alliés.

Entre **1919** et **1939**, l'Organisation sioniste, aidée par les Anglais, favorise l'émigration vers la Palestine des Juifs d'Europe et d'Amérique (**55 000** en **1919** et **455 000** en **1939**). En **1939**, il y avait **1 million d'Arabes** en Palestine. Pour se protéger, les Juifs créent des milices d'autodéfense⁴ (**Haganah, Irgoun, Groupe Stern**). Le climat de terrorisme et d'émeute est constant.

Le sionisme, en relation avec la finance américaine met en péril l'équilibre de la région d'où la réaction de la Grande-Bretagne qui encourage le nationalisme arabe et décide à partir de **1940** d'interdire les flux d'immigrants. A l'initiative de **David Ben Gourion** une conférence sioniste (**600** délégués) adopte le « **Programme de Biltmore** » qui proclame que « **la Palestine devait constituer un Commonwealth juif** ». Les Juifs multiplient alors les attentats contre les intérêts de la Grande-Bretagne qui, dépassée par les événements, confie le problème à l'Organisation des Nations unies.

II. L'ONU et le partage de la Palestine

Par la **résolution 181** (appelée « **plan de partage** ») du **29 novembre 1947**, l'ONU, à travers l'**UNSCOP**⁵, propose un plan de partage de la Palestine qui prévoit la création de **deux Etats** indépendants, l'un juif, l'autre arabe. **Jérusalem** serait une **ville internationale** sous contrôle de l'ONU.

Ce partage attribue **55 %** de la Palestine (**14 000 km²**) aux Juifs qui ne représentent que **34 %** de la population totale à cette date (**687 000 Juifs**), et **45 %** seulement aux Arabes deux fois plus nombreux (**1 305 000 Arabes**). Le plan est approuvé par les Juifs mais rejeté par les Arabes réunis au sein de la **Ligue arabe** (fondée au Caire le **22 mars 1945**) qui regroupait alors l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Irak, le Liban, la Syrie, la Transjordanie (devenue la Jordanie en **1950**) et le Yémen du Nord. Le **14 mai 1948**, à la veille du retrait des Anglais, **David Ben Gourion**⁶ proclame la naissance de l'Etat d'Israël, immédiatement reconnu par les Etats-Unis et l'URSS. Aidé par l'incohérente hostilité des Etats arabes et trouble jeu du roi **Abdallah** de

Jordanie qui négocie en sous-main avec les Juifs pour annexer le territoire prévu pour l'Etat arabe, la voie était ouverte à la guerre dite d'indépendance par les Israéliens mais qui, pour les Arabes, deviendra la « **Nakba** » (catastrophe).

III. Les guerres israélo-arabes

1. La guerre de 1948 ou guerre d'indépendance : A la suite de cette guerre menée contre **5** Etats de la Ligue arabe (Egypte, Irak, Liban, Syrie et Transjordanie), Israël sort victorieux, agrandit son territoire (plus **6 600 km²**) qui représente désormais **78 %** de la Palestine historique, occupe **Jérusalem-Ouest** et expulse **900 000 Palestiniens** (**2/3** de la population totale). L'Etat palestinien est mort-né. Le reste du territoire est placé sous administration égyptienne (**Gaza**) et jordanienne (**Cisjordanie**).

2. La guerre de Suez de 1956 : C'est un conflit armé qui a opposé, du **29 octobre** au **6 novembre 1956**, la Grande-Bretagne, la France et Israël à l'Egypte, après la nationalisation, en **juillet 1956**, de la Compagnie franco-britannique du **canal de Suez**, par le président égyptien **Gamal Abdel Nasser (1918-1970, président de 1956 à 1970)**. Les opérations ont été stoppées par crainte d'une intervention des Etats-Unis et de l'URSS ; la crise a démontré l'affaiblissement de la France et de la Grande-Bretagne qui n'étaient plus que des puissances moyennes incapables de présider aux destinées du monde.

3. La guerre des Six Jours (5-10 juin 1967) : Elle fut déclenchée par Israël à la suite de la **fermeture du golfe d'Akaba** par l'Egypte. En six jours, Israël occupe le **Sinaï**, la zone de **Gaza**, la **Cisjordanie**, **Jérusalem-Est** et le plateau du **Golan**. La **résolution 242** du Conseil de sécurité (**22 novembre 1967**) réaffirme que la paix au Proche-Orient par la restitution des territoires occupés pendant cette guerre et la reconnaissance de tous les autres Etats de la région.

4. La guerre du Kippour (6-24 octobre 1973) : Elle fut déclenchée par l’Egypte et la Syrie pour récupérer les territoires perdus. Il n’y aura ni vainqueur ni vaincu : les pertes et les gains sont équilibrés. Les pays arabes exportateurs de pétrole font monter le prix du brut à **10 dollars** le **15 octobre 1973** et décrètent un **embargo**⁷ qui provoque une crise économique mondiale. L’OPEP s’associe à la décision. Des négociations sont entamées entre Israël et l’Egypte (sur proposition de **Nixon** et de **Brejnev**) et débouchent sur les accords de **Camp David** le **17 septembre 1978** entre **Anouar El Sadate** (**1918-1981**, président égyptien de **1970** à **1981**, assassiné le **6 octobre 1981**), **Menahem Begin** (**1913-1992**, Premier ministre d’Israël de **1977** à **1983**) **Jimmy Carter** (né en **1924**, **39^e** président des Etats-Unis, **1977-1981**). Ils portent sur l’évacuation du **Sinaï** et l’établissement de relations diplomatiques entre Israël et l’Egypte. La **résolution 338** réaffirme la **242**.

5. L’intervention d’Israël dans la guerre du Liban (6 juin 1982) : L’armée israélienne envahit le Liban (*opération « **Paix en Galilée** », déclenchée le **6 juin 1982** sous la direction d’**Ariel Sharon**, né en **1929**, alors ministre de la Défense*) pour mettre fin à l’action des commandos de l’OLP. Cette invasion se superpose à la guerre civile libanaise (**1975-1990**) entre les phalangistes chrétiens et les musulmans du **Hezbollah** appuyés par l’OLP (créée en **1964**). En septembre **1982**, l’OLP est obligée de quitter Beyrouth Ouest et d’installer son siège à Tunis. Cette guerre est marquée par le massacre de **Chabra** et **Chatila**, deux camps de réfugiés palestiniens.

IV. Les négociations israélo-palestiniennes

Dès **1988**, l’OLP reconnaît la résolution **181** de **1947** sur le partage. Mais ce sont les **accords d’Oslo**, signés le **13 septembre 1993** sur le perron de la **Maison Blanche** entre **Yasser Arafat** (**Abel Raouf Arafat al-Qudwa**, **1929-11 septembre 2004**) et **Yitzhak Rabin** (né en **1922**, vainqueur de la guerre des Six Jours, Premier ministre d’Israël de **1992** à son assassinat par **Ygal Amir** le **4 novembre 1995**), qui constituent le point de départ des négociations entre

Israéliens et Palestiniens qui se fondent sur la **résolution 242**. Elles devaient durer **cinq ans**, de **mai 1994 à mai 1999**, et aboutir à la proclamation de l'Etat palestinien. Mais elles butent sur les points suivants :

- **La question des territoires et des frontières** : L'OLP demande le retrait israélien des territoires occupés et compte créer un Etat sur **22 %** de la Palestine historique. Elle fonde sa position sur la **résolution 242**. Israël refuse tout retrait sur les lignes du **4 juin 1967** et voudrait annexer **30 à 40 %** de la **Cisjordanie**. Le **bouclage** systématique des territoires « autonomes » après chaque attentat rend la vie quotidienne insupportable.

- **Les colonies** : On dénombre de **150 à 200** colonies juives. Depuis **1967**, Israël mène une politique systématique de colonisation pour rendre impossible la continuité du territoire palestinien et la création d'un Etat palestinien. Se fondant sur la résolution **465** de **1980** du Conseil de sécurité de l'ONU, l'OLP demande le **démantèlement** des colonies.

- **Les réfugiés palestiniens** : On dénombre plus de **3,7 millions de réfugiés**⁸ palestiniens répartis dans **59 camps** installés dans les pays voisins et gérés par l'UNRWA⁹. Se fondant sur la **résolution 194** du Conseil de sécurité du **11 décembre 1948**, les Palestiniens réclament le « **droit au retour** ». Israël s'y oppose et demande l'installation définitive des réfugiés dans les pays d'accueil grâce à l'aide internationale.

- **Le statut de Jérusalem (Al Qods)** : l'enjeu de la ville est le contrôle des lieux saints de la vieille ville de Jérusalem-Est. La zone de Haram el-Charif ou Dôme du Rocher où se trouve la mosquée d'**Al-Aqsa** est contiguë au **Mur des Lamentations**, ruines de l'ancien **Temple** détruit par les Romains. Pour les Israéliens, la mosquée d'**Al-Aqsa** est édifiée sur les vestiges du **Temple de Salomon** qu'ils veulent reconstruire. Pour rechercher les vestiges, des fouilles

archéologiques entreprises sous les lieux saints musulmans provoquent des protestations car elles menacent la stabilité des monuments islamiques. En plus, des groupes extrémistes juifs ont essayé à plusieurs reprises de faire sauter la mosquée. Israël voudrait de cette ville réunifiée sa « **capitale éternelle** ». Pour les Palestiniens, la partie Est de la ville est un territoire occupé qui doit être évacué et devenir leur capitale.

L'Etat d'Israël menait également des négociations séparées avec la Jordanie (sur la question de l'eau) et avec la Syrie (sur la restitution du plateau du Golan).

V. Une paix introuvable, impossible ?

Même si en **1988** l'OLP reconnaît la **résolution 181** sur le partage, même si Palestiniens et Israéliens se reconnaissent mutuellement le **13 septembre 1993**, le processus de paix est dans une **impasse** malgré l'accord de **Wye Plantation d'octobre 1998** par lequel Israël accepta de rétrocéder **13 %** des territoires occupés à l'Autorité palestinienne. Cette rétrocession s'est arrêtée à **2 %**. Malgré la décision prise par **Ehud Barak** d'évacuer une partie des territoires occupés du Liban et du Golan syrien, le processus de paix est interrompu par plusieurs faits saillants :

- **l'échec des sommets de Camp David (juillet 2000) et de Charm el-Cheikh (octobre 2000) ;**
- **le déclenchement de la seconde Intifada** appelée **Intifada d'Al-Aqsa** le **30 septembre 2000 ;**
- **l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon** qui remet en question les **accords d'Oslo ;**
- **l'escalade de la violence.**

A partir de **2002**, le dossier palestinien est confié au **Quartet** (ONU, Etats-Unis, Union européenne et Russie) qui publie le **30 avril 2003** la « **Feuille de route** » (« **Road Map** »). Mais tous les efforts de paix sont réduits à néants à cause de la politique de **Sharon** qui a entamé la construction en Cisjordanie d'un mur de

séparation (le « mur de sécurité »). L'**Accord de Genève**, préparé et présenté officiellement le **1^{er} décembre 2003**, par l'Israélien **Yossi Beilin** et **Yasser Abed Rabbo**, n'a pas permis de régler la question palestinienne. Les dossiers « **chauds** » restent en suspens : **sort des réfugiés palestiniens, statut de Jérusalem, avenir des colonies juives, délimitation des frontières**, etc.

Conclusion

Le problème palestinien est très préoccupant et continue de déstabiliser le Proche-Orient. Malgré des tentatives de solution, cette partie du monde reste une poudrière où **kamikazes palestiniens** et **soldats de Tsahal** (l'armée israélienne) continuent de faire des victimes. La **mort de Yasser Arafat**, le **11 novembre 2004**, la **disparition d'Ariel Sharon de la vie politique** et la **victoire du Hamas aux législatives de janvier 2006** constituent des tournant importants dans l'histoire de cette région. L'on se demande dans quel sens évoluera le processus de paix.

Notes

1. Le **Traité de Sèvres** est signé le 10 août 1920.
2. En Allemand le titre est **Die Judenstaat**.
3. Arthur James 1^{er} Comte de **Balfour** (1848-1930), ministre britannique des Affaires étrangères pendant la Première Guerre mondiale.
4. **Haganah** créée en 1920, **Irgoun** en 1931 et **Groupe Stern** né de la scission de l'Irgoun.
5. **UNSCOP** (United Nations Committee on Palestine), composé de représentants de 11 Etats.
6. **David Ben Gourion** (1886-1973) : Premier ministre d'Israël de 1948 à 1953 puis de 1955 à 1963.
7. L'embargo ne sera levé que qu'en **1974**. Le président américain **Nixon** (**1913-1994**, 37^e président de **1969** à **1974**) avait envisagé d'envoyer ses troupes si l'embargo continuait, selon les archives britanniques déclassifiées le **1^{er}**

janvier 2004. En ce moment son ministre de la Défense fut **James Schlesinger** et le Premier ministre britannique fut Edward Heath.

8. En septembre 2003, on comptait 4 millions de réfugiés (dont 1,5 million en Cisjordanie et à Gaza et 2,5 en Jordanie, au Liban et en Syrie.
9. l'**UNRWA** (Office de secours et des travaux des Nations unies pour les Réfugiés de la Palestine).

HEZBOLLAH (« Parti de Dieu ») : Mouvement chiite fondé en 1982, en réaction à l'invasion israélienne, avec le soutien de l'Iran et de la Syrie. Le Hezbollah devient alors rapidement la principale organisation armée en lutte contre Israël au Liban-Sud. Dans les régions à prédominance chiite, c'est aussi une importante organisation sociale. Depuis 1982, le Hezbollah, dirigé par le chef **Hassan Nasrallah**, dispose de huit députés sur les cent vingt-huit que compte le Parlement libanais.

AMAL (« Espoir ») : Parti fondé en 1974 par l'imam, très charismatique, d'origine iranienne, **Moussa Sadr** (« disparu » en Libye en 1978), pour défendre les droits des chiites du Sud. Il est dirigé depuis 1980 par le président du Parlement **Nabih Berry**, et compte neuf députés.

Leçon 8 : **LA DECOLONISATION AU MAGHREB : L'ALGERIE**

Introduction

L'ancienneté des nationalismes, l'impact de la Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord et la défaite française en Indochine ont fortement contribué à la décolonisation de l'Algérie. Ce pays du Maghreb², occupé par la France entre **1830** et **1847**, offre un exemple de **décolonisation violente**. La libération est obtenue à la suite d'une **guerre longue (8 ans) et mouvementée**, causée surtout par l'existence d'une communauté européenne (les "**Pieds Noirs**") qui s'oppose à toute idée d'autonomie.

I. Naissance et affirmation du nationalisme algérien

Le nationalisme algérien est réveillé par la profonde inégalité sociale entre les deux principales communautés qui peuplent l'Algérie : les Algériens musulmans (**5,5 millions** en **1931**) et les "**Pieds Noirs**" (**800 000** en **1931**). Ces derniers occupent les meilleures terres dans une Algérie qu'ils considèrent comme leur patrie tandis que les musulmans majoritaires disposent de maigres lopins de terre et sont confrontés à des problèmes comme le manque de moyens et le chômage. Sur le plan politique, la participation des indigènes est limitée et leur statut juridique est celui de l'**indigénat**. Ce contraste et cette injustice rendent le mouvement nationaliste très populaire. Les origines du nationalisme algérien remontent au XIX^e siècle mais il s'est affirmé au XX^e siècle.

Entre les deux guerres mondiales, le nationalisme est divisé en plusieurs tendances :

- "**Les Jeunes Algériens**", mouvement essentiellement formé d'une élite de citoyens qui revendiquent l'extension des droits des musulmans. Parmi ses membres figure **Ferhat Abbas** (1899-1985);

- l'**Association des Oulémas**³, fondée en **1931** par **Ben Badis** et formée de lettrés musulmans, qui réclame un pouvoir musulman et arabe et refuse l'assimilation. Elle introduit l'idée d'une patrie algérienne. Sa devise est : "**L'Islam est ma religion**,"

² Le Maroc est devenu un protectorat le 30 mars 1912. La Tunisie est protectorat français le 12 mai 1881 (traité du Bardo signé entre le bey Mohamed el-Sadok et la France).

³ Cette ligue accueille favorablement le projet Blum-Violette de 1936 qui proposait d'élargir l'accès à la citoyenneté française sans contrepartie religieuse.

l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie" (*"Al Islâmu dînî, al-arabiyyatu luqatî, Al Jazā'ir watanî"*, titre du livre de **Tewfik el-Madani**, publié en **1932**) ;

- le **Parti du Peuple algérien (PPA)**, né sous les cendres du courant populiste et révolutionnaire créé par **Messali Hadj (1898-1974)** en **mars 1926**. Il réclame l'indépendance de l'Algérie avec le concours de la France.

II. L'évolution de l'Algérie de 1942 à 1954 : la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences

1. L'intransigeance de la France (1942-1947)

La France accorde une grande importance à l'Algérie pour plusieurs raisons. L'occupation est très ancienne (**1830**). L'Algérie est considérée comme un **département** de la France. Elle occupe une **position stratégique** dans le Bassin méditerranéen et sert de **trait d'union** avec l'Afrique noire. Son **sous-sol** est riche en hydrocarbures. Plusieurs milliers de **colons** s'y sont installés et s'opposent à toute idée de réforme visant à améliorer les conditions de vie des musulmans. Ceci va entraîner la radicalisation du mouvement nationaliste.

Motivés par l'anticolonialisme américain, les leaders nationalistes algériens haussent le ton. Ainsi en **février 1943** Ferhat Abbas rédige le **Manifeste du peuple algérien**, dans lequel il dénonce le colonialisme et réclame la constitution d'une Algérie démocratique, autonome et fédérée à la France. Mais ce projet est rejeté par le **Comité français de Libération nationale (CFLN)**, créé le **3 juin 1943** dirigé par **De Gaulle**. En **décembre 1943**, ce dernier propose des réformes accordant la citoyenneté française aux intellectuels musulmans, l'accès au collège électoral, aux emplois et aux organismes élus. Ces réformes sont jugées trop insuffisantes par les nationalistes. L'arrestation Messali Hadi et de Ferhat Abbas entraîne de graves troubles. A partir du **1^{er} mai 1945**, des troubles se produisent. Le **8 mai**, jour de la capitulation allemande, des émeutes sanglantes à **Sétif** et à **Guelma**, en Kabylie. La répression de l'armée française et des milices des colons est impitoyable (environ **8 000 morts**). Ces émeutes traduisent la rupture définitive entre les deux communautés.

2. L'Algérie du Statut (1947-1954)

En **1947**, le Parlement français accepte de doter l'Algérie d'un **statut particulier** avec le pouvoir exécutif qui reste entre les mains des Français, le pouvoir législatif qui est détenu par une Assemblée algérienne avec deux collèges qui envoient chacun **60 délégués** et pourtant les Français sont 8 fois moins nombreux. Cette Assemblée détient un semblant de souveraineté car elle peut être dissoute par le Conseil des Ministres français. A partir de ce moment, le mouvement nationaliste se réorganise avec la fondation de l'**Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA)** en **1946** par Ferhat Abbas et du **Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (MTLD)**. Mais Messali Hadj est arrêté et exile en France. L'une des tendances de son parti crée le **Comité révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA)** pour préparer une insurrection armée. C'est ainsi que fut mise sur pied une **Armée de Libération nationale (ALN)** dont l'aile politique est le **Front de Libération nationale (FLN)** autour d'**Ahmed Ben Bella (né en 1916)**, **Mohamed Boudiaf (1919-1992)**, **Hocine Aït-Ahmed (né en 1926)**, etc. la défaite française de Diên Biên Phu précipite l'insurrection du FLN.

III. La guerre d'Algérie

1. Les débuts de la guerre d'Algérie

Le **1^{er} novembre 1954**, le FLN passe à la rébellion contre les autorités françaises avec une série de massacres et d'attentats sur tout le territoire algérien. La guerre d'Algérie va durer **8 ans**, émouvoir l'opinion internationale et avoir un impact profond sur la politique intérieure de la France métropolitaine. D'où des réactions françaises très différentes du fait de l'évolution des événements :

2. Les réactions françaises

a) Les réactions socialistes (1954-1958)

- L'intervention policière

La France décide d'écraser l'insurrection par une simple opération de police. Mais dès le **20 avril 1955**, les insurgés attaquent **36** centres de colonisation, faisant **123 morts**. Consciente de l'échec de l'opération, la France essaie la solution négociée.

- La solution politique

Le nouveau Gouverneur général **Jacques Soustelle (1912-1990)** propose l'égalité et l'autonomie aux Algériens mais dans le cadre d'une intégration à la France. Les Français d'Alger s'opposent à ce projet et réagissent violemment lors de la tournée du Président du Conseil, **Guy Mollet**.

- La voie militaire

De retour en France, Mollet nomme **Robert Lacoste** et le dote de pouvoirs dictatoriaux. Les effectifs de l'armée française d'Algérie passent de **50 000** à **400 000** hommes. En **octobre 1956**, un avion transportant des chefs du FLN est capturé. On assiste à l'escalade de la violence. Le FLN déclenche le terrorisme urbain. Les parachutistes du général **Massu** soumettent Alger à un régime de terreur de **février à septembre 1957**. Dans le reste du pays, l'armée ratisse les zones tenues par le FLN.

Dès **1956**, on assiste à l'internationalisation du conflit : * **intervention de la France lors de la crise de Suez** (l'Egypte abrite des bases du FLN), * **tentative de destruction des bases arrières du FLN au Maroc et en Tunisie** (bombardement du village tunisien de Sakhiyet Sidi Youssef et plainte de la Tunisie contre la France devant l'ONU), * **pressions de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sur la France** pour qu'elle trouve une solution au problème algérien. Les colons français, persuadés que la France va finir par accorder à l'Algérie musulmane l'indépendance, constituent un **Comité de Salut public** autour des généraux **Massu** et **Raoul Salan (1899-1984)**, appuyés par l'armée, qui provoque la révolte du **13 mai 1958** aboutissant à la chute de la **IV^e République (1946-1958)** et le retour de De Gaulle au pouvoir : c'est l'installation de la **V^e République (27 mai 1958)**.

b) La solution gaulliste (1958-1962)

Le président français **Pierre Pflimlin (1907-2000)** nomme De Gaulle Président du Conseil le **1^{er} juin 1958** qui est investi des pleins pouvoirs par l'Assemblée nationale pour six mois et du droit de réviser la Constitution (**2 juin 1958**). Le **4 juin**, De Gaulle se rend à Alger pour appeler à la négociation. Mais le FLN intensifie la lutte et constitue au Caire le **Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)** le **19 septembre 1958**, présidé par Ferhat Abbas.

De Gaulle propose d'abord aux "*fellaghas*" la « *paix des braves* », c'est-à-dire une reddition en échange d'une amnistie ; proposition qui sera rejetée en **octobre 1958**. Il promet, lors d'un discours à Constantine (**23 octobre 1958**), des réformes économiques et sociales pour l'Algérie : réforme agraire en cinq ans (redistribution de **250 000 ha** de terres aux Algériens, scolarisation d'ensemble de la jeunesse musulmane, **20 000** logements et **400 000** emplois, c'est-à-dire **10 %** des postes de la Fonction publique aux musulmans). Son objectif est d'isoler le FLN par rapport aux masses.

De l'autre côté, le FLN et le GPRA remportent des succès politiques. Le **groupe afro-asiatique** à l'ONU mène une campagne efficace en leur faveur. Le **gouvernement américain** critique de plus en plus la guerre coloniale et la **Chine** de **Mao Zedong** reconnaît dès **septembre 1958** l'indépendance algérienne. Sur le plan intérieur, l'opinion publique française dénonce l'emploi de la torture et les exécutions sommaires. Tout ceci affaiblit la position internationale de la France et, en plus, la guerre coûte cher à la France (**1 milliard** de franc par jour).

C'est pourquoi, le **16 septembre 1959**, De Gaulle change de cap et se prononce pour le droit des Algériens à l'**autodétermination**. Il propose trois solutions théoriques :

- la **sécession**, c'est-à-dire l'indépendance ;
- la **francisation**, c'est-à-dire le rattachement à la France (axe Dunkerque-Tamanrasset) ;
- l'**association** dans le cadre de la Communauté.

Ce projet est considéré comme une trahison par les Français d'Algérie. En **janvier 1960**, des **barricades** sont dressées à Alger. C'est le début de multiples affrontements qui culminent le 21 avril 1961 avec une tentative de putsch militaire [**"Putsch des généraux"** Maurice Challe (1905-1979), Raoul Salan (1899-1984), Edmond Jouhaud (1905-1995) et André Zeller (1898-1979)]. Devant l'échec du coup d'Etat, l'**Organisation de l'Armée secrète (OAS)**, créée en **février 1961** multiplie les actions de violence en Algérie et en France, laissant planer la menace d'une guerre civile.

Malgré tout, De Gaulle décide de poursuivre sa politique. Il engage des négociations longues (**18 mai 1961-19 mars 1962**) et difficiles. Ces pourparlers débouchent sur

les **accords d'Evian** du **19 mars 1962**. Par référendum, **90 %** des Français approuvent, le **8 avril 1962**, ces accords sur l'indépendance de l'Algérie. Les Algériens font de même le **1^{er} juillet 1962**. L'indépendance est proclamée le **3 juillet**. La plupart des "*Pieds Noirs*" et de nombreux *harkis* fuient le pays. Un million de rapatriés ayant perdu tous leurs biens arrivent en France.

Conclusion

La guerre d'Algérie a fait près de **300 000 victimes** du côté français et **1 million** du côté musulman. Il a fallu à De Gaulle près de **4 ans** pour régler la question algérienne. Après avoir fait tomber la IV^e République, la guerre d'Algérie a failli faire subir le même sort à la V^e République. La guerre d'Algérie est certainement l'une des pages les plus noires et les plus controversées de l'histoire de France : elle soulève encore aujourd'hui de nombreux débats. Jusqu'en **1999**, cet épisode de l'histoire de France ne fut officiellement qu'une « *opération de maintien de l'ordre* ». Une **loi** votée par le Parlement a alors reconnu que ces événements constituaient désormais la « **Guerre d'Algérie** ».

Leçon 9 : LA DECOLONISATION EN AFRIQUE NOIRE

- Introduction

La décolonisation en Afrique noire a débuté en **Gold Coast** pour s'étendre aux autres régions de l'Afrique occidentale. L'implantation d'une administration indirecte a rendu précoce l'éveil du sentiment national contrairement au système administratif direct de la **France qui a cherché à étouffer les mouvements nationalistes**. L'**entêtement du Portugal** pousse les mouvements nationalistes à faire recours à la voie des armes pour arracher leur indépendance.

- I. LA DECOLONISATION EN GOLD COAST

La Gold Coast fut un territoire sous domination coloniale britannique. Les Anglais se sont intéressés à ce territoire en raison de ses importantes ressources minières : or, bauxite, diamant, manganèse, etc. Ils y ont introduit l'agriculture de plantation notamment le cacao. Son évolution politique était amorcée avant la première guerre mondiale. Dès **1925**, la **Gold Coast** était dotée d'une Constitution faisant participer les chefs traditionnels au Conseil législatif. Cette Assemblée, formée de l'ancienne aristocratie noble, est vivement contestée par les intellectuels et la bourgeoisie commerçante qui réclament à être associés à la gestion des affaires du pays.

Après la Seconde Guerre mondiale, la **Constitution** de **1946** du Gouverneur **Sir Alan Burns** introduit des réformes accordant la majorité aux Africains dans le Conseil législatif qui restent minoritaires dans le Conseil exécutif. En **1947** est fondée l'**UGCC (United Gold Coast Convention)** avec comme leaders **J. B. Danquah** et **Kwame Nkrumah (1909-1972)**.

Ce contexte historique est marqué par une crise économique et des tensions sociales : baisse des cours du cacao, maladie des cacaoyers (**swollen shoot**), ruine des bourgeois planteurs, mécontentement des anciens combattants qui réclament l'indépendance qui venait de s'imposer en Inde.

En **1948**, une manifestation pacifique des anciens combattants dégénère en émeutes et gagne le reste du pays (**29** morts et **257** blessés). Les Anglais réagissent par l'arrestation des leaders de l'**UGCC**.

En **1949**, le mouvement nationaliste se fissure avec la création d'un nouveau parti politique par **Kwame Nkrumah** : le **Convention People's Party (CPP)** qui étend rapidement son influence.

A la suite des émeutes, le gouverneur avait créé une Commission de réforme constitutionnelle présidée par le juge **Coussey**. En **1950**, une nouvelle Constitution est promulguée. Elle remplace le Conseil législatif par une Assemblée nationale, le Conseil exécutif par un cabinet ministériel de **11** membres dont **8** Africains. Frustré par cette Constitution qui n'envisage pas un « **self government** », le **CPP** organise des manifestations sanctionnées par l'arrestation de Kwame **Nkrumah**.

Les élections de février 1951 sont gagnées par le CPP (34 sièges sur 38). Nkrumah, libéré, devient Premier Ministre. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire coloniale, un Noir est appelé à la direction de son pays.

Malgré les agissements de l'opposition conservatrice, (chefs traditionnels, bourgeoisie) qui voulait la partition du pays en ravivant les rivalités ethniques et religieuses, **Nkrumah** a pu manœuvrer avec habileté pour maintenir un Etat unitaire. Les élections de **1956** donnent la majorité des sièges au **CPP (72 sur 104)**. Le **6 mars 1957**, l'indépendance est proclamée et la Gold Coast prend le nom de **Ghana** conformément à la vision panafricaniste de **Kwame Nkrumah**.

• **II. LA DECOLONISATION AU SENEGAL**

L'émancipation de la colonie du Sénégal s'inscrit dans le contexte de la décolonisation de l'**AOF**, dont **Dakar** était la capitale. Les germes de cette évolution semés à **Brazzaville** en **1944** aboutissent à l'indépendance en **1960**.

La **Conférence de Brazzaville**, sur l'initiative du **CFLN** s'est tenue en janvier **1944**, **sans la participation des Africains**. Elle réaffirme l'emprise de la France sur ses colonies en écartant toute idée d'autonomie.

Dans le cadre de l'**Union Française**, à partir de **juin 1946**, le Sénégal devient un territoire d'outre mer. Les députés socialistes de la **SFIO**, **Lamine Guèye** et **Léopold Sédar Senghor (1906-2001)** vont représenter le Sénégal au Parlement métropolitain. Le Sénégal, en outre, dispose d'une **Assemblée territoriale** dirigée par **Ibrahima Seydou Ndao**.

Avec la loi **Lamine Guèye** de **1946**, supprimant le régime de l'indigénat, **le poids électoral des communes est transféré vers les campagnes**.

En **1948**, la scission intervient au sein de la **SFIO**. **Senghor**, qui a opté pour le socialisme africain indépendant qui entend s'appuyer sur les masses rurales, crée le **BDS**. Les élections législatives de **1951** sont gagnées par le **BDS**. **Senghor** et **Mamadou Dia** rejoignent au Parlement le groupe des **IOM (Indépendants d'Outre Mer)** qui défendent la thèse fédéraliste.

Le contexte international transforme la politique coloniale de la France : défaite française de **Dien Bien Phu** en **1954**, **guerre d'Algérie** déclenchée en **1954**, **Conférence de Bandung** de **1955**, **pression** exercée par les superpuissances et l'**ONU** en faveur de l'indépendance.

La France, le **23 juin 1956**, revoit sa politique coloniale basée sur l'assimilation en votant une **loi cadre** dite loi **Gaston Defferre** (du nom du Ministre français d'Outre Mer). Cette loi, conçue avec l'aide de **Houphouët-Boigny (1905-1993)**, introduit le **suffrage universel** dans chaque territoire qui a son **Assemblée** et son **exécutif local** ou **Conseil de Gouvernement** présidé par le **Gouverneur**. Le Gouverneur général devient Haut Commissaire. La loi cadre a pour conséquence la suppression des fédérations de l'**AOF** et de la l'**AEF** et la division de la classe politique africaine entre **fédéralistes** (**Senghor, Modibo Keïta**) et **territorialistes** (**Houphouët-Boigny, Léon M'Ba**).

L'émiettement politique qui en résulte a été considéré par **Senghor** comme une voie à la « **balkanisation** » de l'Afrique occidentale.

Aux élections de **1956**, le **BDS** triomphe. **Mamadou Dia est nommé vice-président du Conseil de Gouvernement. Il décide de transférer la capitale de Saint-Louis à Dakar en 1957.**

Le **BDS**, dans une dynamique d'élargir les bases du parti, procède à une série de fusions : avec l'**UDS** de **Thierno Bâ** et **Abdoulaye Guèye** pour devenir **BPS** et avec le **PSAS** de **Lamine Guèye** pour donner l'**UPS**.

Par ailleurs, le retour de **De Gaulle (1890-1970)** au pouvoir en **juin 1958** pour régler la question coloniale précipite l'évolution politique de l'Afrique noire française. En effet, il élabore une nouvelle **Constitution** qui établit une **Communauté** entre

la France et ses colonies qui deviennent des républiques autonomes. Un referendum sur ce projet est organisé le **28 septembre 1958**. Le Sénégal vote massivement en faveur du « **oui** » qui l'emporte à **97 %**. Dès lors, la **République du Sénégal est proclamée le 25 novembre 1956 : c'est la période de l'autonomie interne**.

Pour limiter la menace de la « **balkanisation** » qui pèse sur l'**AOF**, Senghor tente de reconstituer une nouvelle fédération. Mais seul le **Soudan français** a répondu à son appel en **janvier 1959** donnant naissance à la **Fédération du Mali** qui reste dans la Communauté avec comme président **Modibo Keita**, vice-président **Mamadou Dia**, président de l'Assemblée fédérale **Léopold Sédar Senghor**.

La Fédération du Mali profite de la réunion du Conseil exécutif de la Communauté en décembre **1959** pour exprimer sa volonté d'obtenir l'indépendance. La France cède à cette demande et les accords sont signés le **4 avril 1960**.

Les divergences politiques entre les leaders finissent par entraîner l'implosion de la Fédération dans la nuit du 19 au 20 août 1960. Le Sénégal proclame son indépendance le 20 août 1960 avec comme Président de la République Senghor et comme Président du Conseil Mamadou Dia.

• III. LA DECOLONISATION DE LA GUINEE-BISSAU ET DE L'ANGOLA

Les possessions portugaises d'Afrique furent : la **Guinée-Bissau**, l'**Angola**, l'archipel du **Cap-Vert**, **Sao Tome et Principe**, **Cabinda**, **Saint Jean-Baptiste de Ouidah**. **Première nation coloniale à prendre contact avec l'Afrique noire, le Portugal sera la dernière puissance à quitter ses colonies.** Cette décolonisation tardive prendra, le plus souvent, l'aspect d'une guerre de libération nationale dans un cadre d'affrontement idéologique entre l'Est et l'Ouest, dépassant ainsi la seule lutte anticoloniale.

• 1) La situation coloniale et la politique du Portugal

L'occupation portugaise se limitait d'abord aux côtes pour les besoins de la **traite négrière atlantique** à destination du **Brésil**. Cependant, la seconde Conférence coloniale de **Berlin (1884-1885)** fit de l'occupation effective une condition

indispensable du statut colonial. C'est pourquoi le Portugal allait encourager une forte immigration vers les colonies afin de les préserver des ambitions britanniques : **9 000** Portugais s'installent en Angola en **1897**.

En fait, le Portugal entendait mener une politique d'**assimilation**. Jusqu'en **1961**, l'immense majorité des autochtones d'Angola, de Guinée, du Mozambique n'avaient pas tous les droits des citoyens de la métropole. La **loi coloniale de 1933** avait accordé le statut de l'indigénat : **« Sont considérés comme des indigènes... les individus de race noire ou leurs descendants qui sont nés ou vivent habituellement dans la province et ne possèdent pas encore l'instruction et les habitudes personnelles et sociales sans lesquelles il ne peut y avoir application intégrale du droit public et privé des citoyens »**.

Un Africain pouvait changer de statut et acquérir la citoyenneté portugaise s'il remplissait toutes les conditions suivantes : **avoir 18 ans révolus** et **parler correctement le portugais** ; **exercer une profession, un métier ou emploi** assurant à l'intéressé des revenus suffisants pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille à sa charge, ou posséder des ressources suffisantes à cette fin ; **être de bonne vie et mœurs, ne pas avoir été inscrit comme réfractaire au service militaire** et **ne pas avoir déserté**.

Ainsi, l'Africain recevait le statut de citoyen en qualité d'« **assimilado** », une fois ces conditions remplies. Le statut particulier de l'indigénat impliquait qu'il n'était pas « **civilisé** ». En fait, il y a une répartition de la population en deux grandes catégories : les « **civilizados** » (« civilisés ») et les « **nao civilizados** » (« non civilisés »). La partie civilisée de la population regroupait toutes les personnes d'origine européenne (portugais et étrangers) et les Africains reconnus comme « civilisés ». Selon le recensement de **1950**, moins de **1 %** de la population africaine d'Angola était officiellement classée dans la catégorie des « civilisés ».

Le statut de l'indigénat avait également des implications économiques et sociales. L'indigène était soumis au **travail forcé** pour le compte de l'Etat ainsi qu'à la **culture obligatoire du coton**. De même, **il ne pouvait acquérir des titres de propriété foncière**.

Le Portugal refuse de prêter attention à l'évolution des événements en Afrique et reste donc au dehors des mouvements anticoloniaux nés de la guerre. En novembre

1960, une déclaration officielle précisait : « *Nous ne sommes pas en Afrique comme tant d'autres. Nous continuerons comme par le passé notre politique d'assimilation. Pour cela, il nous faut être ce que nous avons toujours été et nous ne changerons pas* ». Devant cette volonté de ne rien changer et comme aucune action légale n'était possible, la lutte armée va s'engager dans la plupart des colonies notamment en **Angola** et en **Guinée-Bissau**.

- **2) La décolonisation de la Guinée-Bissau**
- **a) La lutte pour l'indépendance**

La Guinée-Bissau était **la plus pauvre des colonies portugaises sur le continent africain**. Le régime du **Dr Antonio De Oliveira Salazar (1889-1970)** considérait la Guinée-Bissau comme une colonie d'exploitation mercantile. La population bissau-guinéenne est peu dense. Elle compte plusieurs ethnies (Peuls, Balantes, Mandjacks) qui pratiquent essentiellement l'agriculture. C'est pourquoi en **1954**, **Salazar** fit une distinction entre la population non civilisée et les « **assimilados** », sachant lire et écrire le portugais. Ces derniers représentaient **0,39 %** de la population totale.

Le **19 mars 1956**, le **Partido Africano da Independancia da Guiné a Cabo Verde** (**Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert : PAIGC**) vit le jour sous forme d'un **mouvement clandestin** ayant son siège hors de Guinée-Bissau. A partir de cette date, plusieurs grèves furent organisées par les travailleurs revendiquant des augmentations de salaires.

Le **PAIGC** est fondé par **Amilcar Cabral (1921-1973)** qui fit des études d'agronomie au Portugal et devint en **1952** fonctionnaire en Guinée. Jugé dangereux, il est affecté en Angola. Lors d'un de ses retours à Bissau, il crée ce mouvement avec cinq camarades dont son demi-frère **Luiz de Almeida Cabral** et **Aristides Pereira**.

Le **PAIGC** va s'orienter rapidement vers la lutte armée suite à deux événements majeurs :

- en **1957**, la **Police intérieure de la Défense de l'Etat (PIDE)** ou Police secrète portugaise s'installe à Bissau. La répression allait s'accroître en conséquence ;

- le **3 août 1959**, les autorités ouvrirent le feu sur les dockers en grève de **Pidgiguiti**. Cinquante (**50**) personnes furent tuées et un grand nombre de blessés, tandis que d'autres étaient arrêtées.

Aidé par **Sékou Touré**, **Amilcar Cabral** fonde à **Conakry** en **1960** une école de cadres et des bases d'entraînement. Trois ans après, le PAIGC emploie la tactique qui consiste à créer des « **zones libérées** » à l'intérieur desquelles on installe un embryon d'administration, des écoles, des hôpitaux... En **1970**, les **5 000 combattants** du mouvement ont libéré **2/3** de la Guinée-Bissau, le Portugal gardant le contrôle des zones urbaines grâce à une armée forte de **40 000 soldats**.

Du **2 au 8 avril 1972**, une mission spéciale des Nations unies visite les « **zones libérées** » de Bissau et apprécie les réalisations sociales, sanitaires et éducatives. Ainsi, l'**ONU** considère le **PAIGC** comme « **seul et authentique représentant des populations du territoire** » de Guinée et réaffirme le droit inaliénable de celles-ci à l'indépendance.

Le **20 janvier 1973**, **Amilcar Cabral** est assassiné par un dissident du **PAIGC**. Mais l'**Assemblée nationale populaire** proclame le **24 septembre 1973** l'indépendance de la Guinée-Bissau qui devient très vite membre de l'**OUA** le **20 novembre 1973**. Devant cette situation de fait, le Portugal va négocier un désengagement avec les leaders du **PAIGC**.

• **b) Le coup d'Etat au Portugal et ses conséquences**

Le **25 avril 1974**, le coup d'Etat du mouvement des forces armées (qui est le fait de jeunes officiers) renverse le gouvernement de **Marcelo Caetano (1906-1980)** (« **révolution des Œillets** ») et met fin au régime dictatorial du Portugal. Le mot d'ordre est : « **Démocratie chez nous, décolonisation en Afrique** ».

Le **PAIGC** accepte d'aller négocier à Londres à partir du **25 mai 1974**. Mais deux problèmes subsistent :

- le mouvement veut l'indépendance immédiate alors que le Portugal veut procéder par étapes ;
- les Portugais veulent dissocier la Guinée-Bissau du Cap-Vert alors que, pour le PAIGC, la lutte du Cap-Vert est inséparable de celle de la Guinée.

Après l'échec de la rencontre de Londres, un nouveau gouvernement s'installe au Portugal le **13 juillet 1974**. Les négociations reprennent à Alger. **Kurt Waldheim** (né en **1918**, 4^e SG des Nations unies de **1972 à 1981**), secrétaire général de l'ONU, effectue le déplacement au Portugal le **29 juillet**. Finalement, **le 10 septembre 1974, à Lisbonne, l'acte reconnaissant formellement l'indépendance de la Guinée-Bissau a été signé.**

NB : Le cas de l'archipel du Cap-Vert : Le Cap-Vert n'a pas connu de résistance armée et était proche du Portugal à cause de sa population et de sa géographie. Les mouvements étaient favorables à une indépendance séparée et à une coopération avec le Portugal. Le **21 décembre 1974**, suite à un accord entre le **PAIGC** et le Portugal, l'indépendance est fixée au **5 juillet 1975**.

- **3. La décolonisation de l'Angola**
- **a) Une colonie d'exportation**

Le Portugal est une métropole sous-développée qui a expérimenté un système d'administration directe en mettant en place un appareil administratif dirigé par des colons et des infrastructures pour exploiter les richesses minières (fer, diamant, pétrole, etc.).

Sur le plan juridique, l'Angola devient un département depuis la **Constitution de 1933**. Les nombreux avantages accordés aux colons (de bonnes terres) expliquent leur afflux de plus en plus important (**35 000** entre **1900** et **1950**). Cette minorité de colons portugais exploite la majorité des indigènes qui sont considérés comme des sujets subissant le travail forcé. Cette population non assimilée s'opposait à une minorité de métis considérés comme assimilés ou « **assimilados** » (**30 000**) parce que sachant lire et écrire le portugais (citoyens portugais). Les **non assimilés**, qui sont victimes de l'injustice et de l'arbitraire du système colonial, vont s'organiser dans le cadre de mouvements nationalistes pour réclamer l'indépendance de leur pays.

- **b. Naissance et évolution des mouvements nationalistes**

Les mouvements nationalistes, longtemps étouffés par les pesanteurs d'un système colonial rigide, se réveillent à partir des années **1950**. Parmi ceux-ci, on peut noter :
- le **MPLA** (Mouvement populaire de Libération de l'Angola), créé en **1956** par **Mario Do Andrade (1928-1990)** et dirigé par **Agostino Neto (1922-1979)**. Ce mouvement d'orientation communiste réclame l'indépendance ;

- le **FNLA**, fondé en **1962**, est dirigé par **Roberto Holden**. Ce mouvement, d'orientation libérale, réclame l'indépendance ;
- l'**UNITA**, fondée en **1966**: ce mouvement est né d'une scission du **FNLA**. Il est dirigé par **Jonas Savimbi**.

- **c. La guerre d'indépendance**

Devant l'entêtement du Portugal qui n'entrevoit aucune évolution politique de ses colonies, les mouvements nationalistes engagent la lutte armée par des attaques de planteurs portugais et des attentats urbains.

Le gouvernement portugais, dirigé par le dictateur Salazar refuse la voie de la négociation et cherche à écraser la répression de la lutte armée qui se poursuit jusqu'en 1974.

Le nouveau régime mis en place par le **général Spínola** (le **25 avril 1974**, à la suite du coup d'Etat (« **révolution des Œillets** ») marque un tournant dans la décolonisation portugaise. Ce gouvernement, ayant pris conscience de l'irréversibilité de la décolonisation, engage des négociations avec les mouvements qui débouchent sur les **accords d'Alvor** le **15 janvier 1975** qui prévoient la mise en place d'un gouvernement intérimaire devant conduire le pays à l'indépendance.

Mais en **mars 1975**, la décolonisation angolaise subit l'implication de la guerre froide qui s'exprime par l'immixtion des forces étrangères : le **MPLA** soutenu par l'URSS et Cuba, le **FNLA** appuyé par le Zaïre, les USA et l'Angleterre, l'**UNITA** par l'Afrique du Sud.

Le 11 novembre 1975, l'Angola proclame son indépendance qui sera vite suivie par une guerre civile remportée par le MPLA grâce à l'aide militaire soviétique et d'un contingent de 400 000 Cubains. Mais cette victoire est vivement contestée par l'UNITA de Jonas Savimbi appuyé par les Occidentaux. Sa mort en février 2002 a mis fin à la rébellion. Ainsi le 4 avril 2002, un accord de paix est signé prévoyant l'intégration des armées rebelles inaugurant une nouvelle ère de paix pour un peuple longtemps déchiré.

- **Conclusion**

L'accession à l'indépendance de la **Gold Coast** en **1957** a été facilitée par l'Angleterre qui a fait preuve d'une grande souplesse. Trois ans plus tard, le **Sénégal** obtient son indépendance (**1960**). Ce retard résulte de l'attentisme d'une élite modérée qui a tardé à la revendiquer. L'indépendance de la **Guinée-Bissau** (**1974**) et celle de l'**Angola** (**1975**) ont été plus tardives. L'entêtement de la métropole portugaise, par son immobilisme, a poussé les mouvements nationalistes à prendre l'option de la lutte armée pour arracher leur indépendance de leur main.

1^{re} Partie : LES CIVILISATIONS NEGRO-AFRICAINES

Il s'agit ici des civilisations de l'Afrique noire, disséminées dans la zone intertropicale. Il s'y est développé des civilisations originales : « L'Afrique est une boîte à conserve des anciennes civilisations ». Par cette affirmation, l'historien allemand Frobenius faisait allusion à cette coexistence de couches culturelles qui présentent en leur sein des éléments témoignant d'anciennes influences. Mais ces civilisations n'ont pas su résister au phénomène colonial.

1- LES CONDITIONS GEOGRAPHIQUES

Elles sont relativement peu favorables. Elles ont façonné l'implantation humaine et déterminent des genres de vie. Le rôle du relief est peu important ; c'est surtout le climat qui est prédominant. La zone intertropicale où le trait essentiel est la chaleur (+20° en moyenne) est la plus accueillante à l'homme. Dans les forêts équatoriales, l'atmosphère est insalubre, les sols médiocres, pullulent des microbes, la vie est au ralenti.

2- LA FORMATION DU PEUPLEMENT

La présence humaine remonte à la préhistoire. C'est le berceau de l'humanité. L'origine des populations est encore très mal connue. Certaines populations primitives subsistent encore tels que les Pygmées, les Hottentots et les Bochimans. Les vagues successives des migrations partiront du Nil supérieur vers l'Ouest et le Sud dans les zones alors humides du Sahara et de la Mauritanie. Ces migrations sont à la source d'une extrême complexité ethnique surtout dans les zones de passage.

On peut distinguer cinq sous-races noires : les guinéens, types moyens, les soudanais plus grands, les nilotiques, les congolais petits, les sud africains de coloration moins marquée (Zoulous). A ceux-ci s'ajoutent les peuples métissés : Ethiopiens et Peuls.

La diversité linguistique est très importante : seize familles principales de langues, 700 dialectes environ au total.

3- LES GENRES DE VIE ET LES TECHNIQUES

➤ L'agriculture extensive ne permet qu'une alimentation déficiente. Le travail de la terre se fait partout sans engrais. Les rendements sont très faibles et le sol est

préparé par « un feu de brousse ». L'agriculture négro-africaine traditionnelle est une symbiose qui unit les humains, utilisateurs du sol, aux êtres invisibles, qui sont les véritables propriétaires. L'élevage est étroitement dépendant des conditions climatiques. Les peuples pasteurs (peuls) sont nomades. Leur alimentation provient pour l'essentiel du produit des troupeaux.

➤ L'habitation et le vêtement varient suivant la région et le climat. Dans toute la zone nord soudanaise, c'est la maison quadrangulaire d'argile qui domine. En forêt, la maison est le plus souvent végétale. Le village est le vrai centre de la vie collective. Le vêtement dépend du climat, du genre de vie et de la religion.

➤ L'alimentation est presque toujours déséquilibrée et déficiente. En Afrique noire l'alimentation est pauvre, les famines ne sont pas rares et les disettes temporaires. Les africains tiraient leurs subsistances de leurs plantations et de la cueillette à l'exception des pêcheurs (poissons frais et fumés) ou des éleveurs (lait). La viande a joué un rôle très faible dans l'alimentation en Afrique. Divers interdits concernaient l'alimentation.

➤ Les artisans occupent une place à part au sein de la société. Le forgeron est le principal technicien (secret de la métallurgie), il est selon les populations ou bien honoré ou bien méprisé mais toujours craint.

Il existe une répartition des activités techniques suivant le sexe. La femme ne travaille jamais le fer, les métaux précieux, le bois. Mais les deux sexes se partagent le travail de l'argile, des matières colorantes et de la laine.

4- L'ORGANISATION SOCIALE POLITIQUE, ECONOMIQUE, RELIGIEUSE ET ARTISTIQUE

☞ **La société africaine traditionnelle** est essentiellement communautaire. La solidarité joue entre les membres d'un même groupe, tous sensibles à leur commune appartenance. C'est dans le groupe que le noir trouve son équilibre. Il se sent heureux au milieu des rythmes de vie collective. Isolé, il perd une partie de sa confiance en soi.

▪ La cellule de base est la communauté familiale. Il s'agit de la grande famille ou famille étendue composée de la réunion des descendants d'un même ancêtre vivant dans le même lieu et formant une communauté économique (communauté de travail, de production et de consommation). Le chef est le plus ancien et tire son autorité du

fait qu'il est considéré comme mandataire des ancêtres. Le pouvoir se transmet de frère à frère dans l'ordre de naissance.

▪ L'intégration à la vie se fait par l'intermédiaire de rituels appelés « initiation ». L'enfant ne fait pas partie réellement du groupe avant la puberté. L'appartenance à une classe d'âge est liée à une commune initiation. C'est une école de vie, marquée par des épreuves à l'occasion d'une retraite dans la brousse, dans un bois sacré, les épreuves physiques les plus pratiquées en Afrique noire sont la circoncision (garçons) et l'excision (filles) Tous les humains appartenant à la même classe d'âge sont unis toute leur vie par des liens puissants.

☞ **L'organisation politique africaine** est variée. Certaines sociétés ne vivent que dans le cadre du clan. D'autres forment des tribus (ensemble de clans) dirigées par un chef dont l'autorité est religieuse. Les assemblages de tribus forment des royaumes à la tête desquels se trouve un roi, personnage sacré. L'Etat est par le fait même théocratique et la société hiérarchisée : aristocrates, lettrés, gens de commun, esclaves. Les conseils ont tenu une place importante dans la vie politique jusqu'à la colonisation.

☞ **Les structures économiques** : la propriété au sens occidental du terme n'existe pas. La terre est la possession de la communauté villageoise. Les échanges ont pour fonction de manifester des liens sociaux. Exemple : la dot, les dons. L'Afrique connaît les principes du marchandage et de la monétarisation, mais la fixation des prix est souvent étrangère à toute rationalité. Le commerce se heurte à de multiples impératifs dont les interdits (lait, viande de porc, bière, vêtements). Chaque société contraint ses membres à consommer certains produits : hécatombes de moutons aux fêtes, consommation de noix de cola etc.

☞ **Les fondements religieux** : L'importance des croyances et du sacré dans les sociétés africaines est supérieure à celle des autres sociétés. La conception du monde de l'Afrique noire est imprégnée de religion et de magie. Les religions sont multiples. Les puissances invisibles sont nombreuses : les totems, les mânes ou cultes des ancêtres, les divinités responsables de l'ordre ou du désordre de l'Univers. Les cultes sont réglés avec minutie, rien n'est laissé au hasard. on trouve parfois des cycles rituels. Les rites sont effectués dans les lieux particuliers où séjournent les puissances invisibles. Les religions de l'Afrique noire, longtemps très mal connues, étaient considérées comme des pratiques fétichistes sans grande portée. Les

confréries regroupent autour d'un personnage central quelques centaines de fidèles. Ces confréries sont hiérarchisées et la discipline qui y règne est stricte.

☞ **La création artistique et littéraire** : l'Afrique noire mêle le plus souvent les genres. Ses chansons et même ses contes sont dramatisés, mimés, chantés et souvent appuyés par la musique. Il s'agit d'arts littéraires plutôt que de littératures. Ce sont les griots qui sont les récitants en Afrique Occidentale. Cette littérature orale est souvent « engagée ». Elle exprime les idéaux du groupe ou fait la satire sociale. Dans les sociétés africaines, le créateur exprime le consensus profond du groupe. Il traduit le sentiment commun du groupe surtout dans la sculpture et la décoration.

5- EVOLUTION DU MONDE NEGRO-AFRICAIN

5.1 – L'IMPACT DE L'ISLAM

Dès les premiers siècles de son expansion, l'Islam a investi l'Afrique noire par l'infiltration pacifique des caravaniers commerçants et aussi par l'action conquérante des confréries guerrières ou maraboutiques.

En Afrique Occidentale par exemple, le mouvement almoravide a aidé au XI^e siècle à la propagation de l'Islam puis suit la phase pacifique des empires du Ghana, du Mali, du Songhaï, ensuite vient la phase conquérante du XIX^e siècle avec les peuls et les toucouleurs, enfin la phase pacifique du début du XX^e siècle animée par des marabouts ou Cheikh confrériques ayant une ascendance morale et spirituelle sur les adeptes. Les principales confréries sont la Qadriya, la Tidjania, le Mouridisme, le Hamallisme (Mali).

La simplicité du message (la Shahada, les 5 prières quotidiennes, le jeûne, la zakat, le pèlerinage), sa morale accommodante avec les coutumes africaines (polygamie, circoncision, rôle du marabout en tant que directeur de conscience) expliquent le succès en Afrique. L'Islam a introduit la culture et le tissage du coton, condamné l'usage de la viande de porc, de boire du vin, favorisé l'élevage du mouton, le trafic de la cola. Sur le plan social, l'Islam va contribuer à combattre l'existence de castes, à prôner la solidarité mutuelle (Zakat). Sur le plan politique, on notera l'apparition de théocraties où l'Almamy concentre entre ses mains le pouvoir temporel et spirituel. Des pratiques tirées de la constitution coutumière (matriarcat, héritage, problèmes de ménage etc.)

5.2 – L'IMPACT DE DU CHRISTIANISME ET DE LA COLONISATION

L'influence du christianisme est surtout visible au sein des populations urbanisées. Il fait dire que son impact se confond avec celui de la colonisation. Le rattachement de l'économie africaine à celle de l'Europe au XIX^e et XX^e siècle a eu de multiples conséquences :

☞ **L'introduction de la monnaie** : les paysans, pour payer l'impôt et acheter de nouveaux produits manufacturés ont privilégié les cultures commerciales au détriment de cultures vivrières.

☞ **La construction de voies de communication** : elle est commandée par un besoin de collecter et drainer les produit agricoles et miniers de l'intérieur vers les ports. Cet équipement n'a pas visé un développement d'ensemble équilibré de toute une région.

☞ **Les transformations sociales** : elles se manifestent à travers plusieurs aspects.

- Augmentation numérique de la population qui résulte des progrès médicaux,
- Grande mobilité de la population attirée par les plantations, les ports, les usines et développement de l'urbanisation facilité par les voies de communication.
- Inégalités sociales : en milieu rural, le travail communautaire fait face à l'appropriation individuelle de la terre ce qui permet au plus actifs d'être plus riches que les autres ; en milieu urbain, c'est l'émergence de la bourgeoisie riche et des prolétaires aux conditions de vie misérables.
- Eclatement des anciens cadres sociaux dans les villes qui a soustrait les individus aux coutumes tribales et a entraîné la détribalisation. La grande famille traditionnelle élastique tend à se fractionner en ménages indépendants. Un fossé se creuse entre ruraux et citadins, entre jeunes et anciens. Les jeunes sans fortunes dans les villes restent célibataires pendant longtemps et la femme est devenue un objet que l'on achète.

☞ **La détérioration des termes de l'échange** : les pays anciennement colonisés fournissent au marché mondial des produits de base dont les cours varient énormément et les prix très bas en raison de la surproduction alors qu'ils achètent des produits manufacturés de plus en plus chers.

CONCLUSION : Les civilisations négro-africaines ont été largement entamées au nord par l'influence de l'Islam depuis le XI^e siècle et par celle de l'occident depuis la fin du XIX^e siècle. Malgré les assauts répétés de la civilisation occidentale par le biais des médias, les civilisations négro-africaines connaissent un regain de vitalité et d'intérêt par le souci de préservation par les populations africaines de leurs valeurs de civilisation, leur identité culturelle.

Introduction

Né dans la péninsule arabique au **VII^e siècle**, l'islam est l'une des trois grandes religions révélées. Cette nouvelle religion, qui s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs, est prêchée par le prophète **Mohamed** de **610** à **632**. A sa disparition, ses successeurs se sont employés à propager l'islam à travers le monde qui compte actuellement une large communauté d'environ **un milliard d'adeptes**. Cette religion, avec son **dogme** et son **culte** qui en sont les fondements propose à l'homme un véritable code de conduites socio-politico-économiques faisant partager aux musulmans une m^eme civilisation.

1. NAISSANCE DE L'ISLAM

L'islam, comme le judaïsme et le christianisme, est né au Proche-Orient, précisément en **Arabie**, péninsule désertique située entre la mer Rouge et le golfe Persique.

1.1. L'Arabie préislamique

Avant l'avènement de l'islam, l'Arabie était peuplée d'éleveurs nomades, guerriers et pillards qui se faisaient continuellement la guerre.

Sur le **plan politico-social**, il y avait une anarchie ordonnée avec la cohabitation de différentes tribus dont celle des Quraysh, à laquelle appartient le prophète qui est l'une des plus puissantes à **La Mecque**. Sur le **plan économique**, les activités reposaient sur l'élevage nomade, sur l'agriculture d'oasis et sur le commerce avec la Syrie et la Palestine.

La plus grande ville, La Mecque, était une métropole à la fois commerciale et religieuse qui, chaque année, abritait une grande foire où étaient échangés les produits matériels et immatériels.

1.2. Le contexte historique

Au moment où l'islam commençait à prendre forme, le monde était plongé dans une situation de décadence générale et profonde. Les plus grands empires de l'époque (**Byzance** et la **Perse**) étaient dans une phase de désintégration avancée. Leurs

peuples, victimes de la tyrannie, de l'arbitraire, de l'intolérance des chefs, attendaient impatiemment le libérateur.

1.3. Mohamed et la naissance de l'islam

Il est né vers **570** à La Mecque. Il appartient au clan des **Banou Hâchim**, de la tribu des **Quraysh**. Fils de **Abdallah** et de **Amina**, Mohamed a eu une enfance assez difficile : morts de son père avant sa naissance, de sa mère en **577**, de son grand-père **Abu Mutalib** deux ans après. Il se retirait dans la grotte du **Mont Hira** pour noyer son angoisse métaphysique. En méditant au cours d'une de ses retraites, l'**ange Gabriel** lui révéla sa mission en **610**. Il avait alors **40 ans**. Il commença alors à prêcher mais, devant l'hostilité croissante et la persécution des Mecquois, il dut s'exiler à Médine en **622**. Cette date, appelée **Hégire**, marque le début de l'ère musulmane.

A Médine où il fut bien accueilli, il forma la **Umma** et le premier Etat musulman fondé sur le seul lien religieux, Mohamed déclenche la **guerre sainte (Jihad)** contre La Mecque par la victoire de **Badr** en **624**, la défaite d'**Uhud** en **625**, la victoire de **Khandaq** en **627**. En **630**, Mohamed et ses fidèles prennent d'assaut La Mecque qui est conquise. En **632**, le prophète effectue son pèlerinage d'adieu car il s'éteint la même année à Médine le **8 juin**.

2. LE CORAN ET LES FONDEMENTS DE L'ISLAM

L'enseignement de Mohamed s'appuie sur le **Coran** qui est la base de la loi, de la morale et du droit de l'acceptation du dogme et de la pratique du culte.

2.1. Le Coran (récitation)

C'est le livre de la révélation qui compte **114 sourates** et **6 211 versets**. Il est descendu en fragments en **23 ans** (de **610** à **632**). Ce texte a été rassemblé par le calife **Ousmane** en **653**. La tradition prophétique, appelée **sunna** est un ensemble de **hadiths** qui constituent un précieux appoint du Coran.

2.2. Les fondements de l'islam

- Le dogme : c'est la base de la religion. Il s'articule autour de **5 principes fondamentaux** :
 - la **croissance en un Dieu unique** ;
 - la **croissance aux anges** ;
 - la **croissance à tous les prophètes** ;
 - la **croissance aux livres révélés** ;
 - la **croissance au jour de la résurrection**.
- Le culte : il repose sur 5 piliers fondamentaux.
 - la **profession de foi (shahada)**, consiste à reconnaître qu'il n'y a de divinité que Dieu et Mohamed est son prophète.
 - la **prière rituelle (salât)** : Elle se fait **5 fois par jour** dans la direction de la Kaaba.
 - le **jeûne** : l'observation d'un mois de jeûne (**ramadan**) permet aux musulmans de vivre le calvaire de la faim pour mieux les sensibiliser à la solidarité aux nécessiteux.
 - l'**aumône légale (zakat)** : c'est l'aumône légale qui permet de purifier nos biens : animaux, récoltes, économies annuelles. On prélève un certain pourcentage pour manifester notre solidarité envers les croyants plus démunis.
 - Le **pèlerinage à la Mecque** : Il ne revêt aucun caractère obligatoire. Le fidèle qui en a les moyens licites peut se rendre à la Mecque pour entrer en communion avec la communauté musulmane. Pendant un mois, il peut vivre sa condition primaire d'homme. Le président, le paysan, le professeur, l'élève, le prince se débarrassent de tous traits distinctifs de leurs conditions sociales pour revêtir le même uniforme, pour exécuter les mêmes rites.

En dehors de toutes ses obligations canoniques, le musulman doit observer certaines prescriptions comme l'interdiction de consommer de l'alcool, de la viande de porc, de pratiquer des jeux de hasard, l'usure, le vol, la relation sexuelle en dehors du mariage, l'adoration des idoles, etc.

Nous venons de Lui et nous retournerons à Lui et c'est pour cette raison que nous rendrons compte à Dieu de tous nos actes.

3. LA CONSTITUTION DU MONDE MUSULMAN

3.1. La diffusion de la conquête

Peu avant sa mort du prophète, l'islam avait commencé à se répandre en Arabie. Mais c'est après sa mort que commença l'expansion véritable de l'islam. Sous les règnes des 4 califes orthodoxes, **Abu Bakr (632-634)**, **Omar (634-644)**, **Ousmane (644-656)** et **Ali (656-661)**, la conquête a pris trois directions :

- Vers le nord, la **Syrie** et la **Palestine** sont conquises entre **635** et **640**.
- Vers l'ouest, l'**Egypte** est conquise en **639** puis la **Cyrénaïque** (Libye).
- Vers l'est, la **Mésopotamie** et la **Babylonie** (en Irak et en Perse) sont conquises entre **637** et **642**.

A la mort de Ali en **661**, **Muhawiyya** devint calife et instaura la **dynastie Omeyyade**. En **750**, la **dynastie Abbasside** prend le relais puis est renversée en **1258** par les **Mongols**.

Un siècle après la mort du prophète, l'islam s'était taillé **un vaste empire** s'étendant de l'Espagne à l'ouest jusqu'en Chine à l'est et de l'Atlantique en Afrique à l'Indus en Asie.

3.2. La diffusion par la voie pacifique

La fin de la conquête militaire n'a pas signifié l'arrêt de la diffusion de l'islam. Celle-ci a continué à se faire par diverses voies pacifiques. Dans les pays non conquis d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, les conversions se sont faites par un long contact avec les marchands musulmans par le biais du **commerce transsaharien** du XI^e au XVI^e siècle et plus tard au XIX^e siècle, grâce au rôle actif des marabouts dans le cadre des confréries. Au XX^e siècle, la méthode de la persuasion, initiée par de grands érudits comme **Cheikh Ibrahima Niasse**, a recueilli l'adhésion massive de populations à l'islam.

4. LA CIVILISATION MUSULMANE

Les musulmans ont élaboré progressivement une civilisation faite de synthèses dynamiques des apports pluriels de peuples conquis.

4.1. Sur le plan politique

La prise du pouvoir doit être soumise à l'approbation populaire (***Ijma***), fondement de la démocratie. Le **calife** est le **guide religieux** et **politique**. Il est assisté par des **émirs** (chefs militaires) et les **imams** (guides religieux). Les lois sont discutées par les **oulémas**, interprétées par les **muftis** et appliquées par les **cadis** (juges).

Aujourd'hui, l'islam offre un éventail large de régimes politiques, depuis les théocraties absolues (Arabie saoudite), en passant par des républiques plus ou moins démocratiques (Syrie), la république (Iran), la monarchie éclairée (Maroc).

4.2. Sur le plan social

L'islam prône le renforcement des liens familiaux et de solidarité communautaire. L'islam tolère certaines pratiques comme la polygamie et favorise l'égalité des hommes avec la recommandation d'affranchir les esclaves. Il accorde à la femme plus de droits (droit à l'héritage, droit de se prononcer sur le mariage, suppression de l'infanticide, participation à la vie économique, sociale et religieuse).

4.3. La cité

C'est le cadre dans lequel s'est développée cette civilisation. La ville s'organise autour de 2 pôles :

- la **grande mosquée**, bien décorée, se trouvant au cœur de la cité et siège de la medersa (collège religieux) ;
- le **quartier des affaires** avec ses **souks** (marchés) et ateliers.

4.4. La vie intellectuelle

Les lettres et les sciences ont connu un développement grâce aux **écoles coraniques** et aux **universités**. La principale langue littéraire est l'**arabe**, à côté du **persan** et du **turc**. C'est une **littérature d'inspiration religieuse**, mais aussi **profane**. Les genres littéraires dominants sont la **poésie**, les **contes** et les **fables**. Le recueil de contes populaires le plus célèbre est celui des ***Mille et une nuits***. Grâce aux conquêtes et au commerce, les Arabes ont introduit peu à peu chez eux les techniques chinoises. Ils ont traduit dans leur langue les manuscrits de la **Perse**, de l'**Inde** et surtout de la **Grèce antique**. Ces traductions sont regroupées dans de

grandes **bibliothèques**. Ceci leur a permis de mieux se cultiver et de faire avancer la science dans plusieurs domaines. Ainsi, ils fondent l'**algèbre** ; leurs **astronomes**, par l'observation des étoiles, émettent l'idée que la Terre tourne autour du Soleil ; leurs **médecins** parviennent à **ligaturer** (serrer avec un lien) les artères, à **anesthésier** (endormir artificiellement une personne ou une partie de son corps) les malades et à **opérer les yeux**. Enfin, leurs **géographes** comme **Ibn Battuta** ou **Al Moqqadasi** font des descriptions précises sur l'Afrique et l'Asie et dressent de nombreuses cartes.

4.5. La vie artistique

L'art musulman est beaucoup influencé par la Perse, Byzance et l'Égypte. C'est un art **iconoclaste** d'autant plus que l'islam interdit la représentation des êtres vivants. Dans l'**architecture**, les **mosquées** et **palais** sont les principaux témoins. On y voit de grandes salles soutenues par des colonnes (comme en Égypte), des voûtes à coupoles et des **décorations de mosaïques** (comme à Byzance). Le décor est assuré par des figures géométriques, des phrases du Coran ou des **arabesques** (dessins stylisés de végétaux).

5. L'ÉVOLUTION DU MONDE MUSULMAN

Environ un **milliard d'individus** forment aujourd'hui la communauté musulmane (**Umma** islamique). Les $\frac{3}{4}$ des musulmans vivent en Asie, dans le reste de l'Afrique et de plus en plus en Europe et en Amérique.

C'est surtout la **conquête mongole** qui a brisé l'unité politique du monde musulman. Au XV^e siècle, les **Turcs ottomans** recréent un empire avec l'Indo-Orient, le Maghreb et l'Europe balkanique qui survit jusqu'à l'expansion européenne. Aujourd'hui, la très nombreuse communauté islamique se divise en plusieurs groupes avec :

- le **groupe arabe** qui va du Maroc à l'Irak,
- le **groupe turc**, des Balkans au Turkestan chinois. Mustapha Kemal y joua un rôle important en réformant l'islam en supprimant le califat ;

- le **groupe indien** : c'est le groupe le plus nombreux. Il reste localisé en Inde et au Pakistan où l'ourdou, langue d'écriture et de vocabulaire et de grammaire indienne est la langue officielle.

5.1. Les tendances historiques

5.1.1. Les sunnites orthodoxes

Ils constituent **90 %** des musulmans, sont soumis aux règles de la **sunna** contenue dans les **hadiths**. Ils sont divisés en **quatre écoles** à cause des interprétations différentes du **fiqh**. Ainsi, on distingue :

- l'école **malékite** fondée par l'imam **Malik Ibn Anas** : elle admet comme source le Coran, la sunna et la coutume médinoise ;
- l'école **hanéfite** fondée par **Abu Hahifa** en **767** : c'est une école qui admet l'analogie et l'opinion personnelle ;
- l'école **chaféite**, fondée par **Al Chafi (767-820)** : elle limite la **sunna** aux seules traditions attribuées formellement au prophète ;
- l'école **hanbalite** fondée par **Ahmad Ibn Hanbal (780-855)** : sa doctrine repose sur le Coran et la **sunna** et rejette toute innovation (**bidda**).

5.1.2. Les kharijites

Ils sont considérés comme les **puritains** de l'islam. Ils refusent l'hérédité du califat car, pour eux, il doit être électif. Ainsi, pour eux, toutes les composantes de la **Umma** sont égales. Ainsi, un esclave peut devenir calife s'il est jugé le plus digne. Ils sont divisés entre eux :

- les **Azraqites** partisans de l'extrémisme et de la lutte armée ;
- les **Najadat** qui prônent la prise du pouvoir par les armes ;
- les **Sufrites** qui condamnent le meurtre politique ;
- les **Ibadites** (de **Abdallah Ibn Ibad**) qui sont intransigeants sur le plan politique et moral mais sont plus souples dans leurs relations avec les autres musulmans.

5.1.3. Les chiïtes

Ce sont les **partisans de Ali** (9 % des musulmans). Leur doctrine est fondée sur l'**imam** et le **culte des imams**. Ceux-ci doivent être les descendants de **Ali**. Parmi les chiïtes, on distingue :

- les **imâmites** ou **duodécimains** qui croient au retour de l'**imam caché**, 12^e descendant de Ali (Iran, Irak, Liban, Pakistan, Inde, etc.) ;
- les **Zaydites**, partisans du **cinquième imam**, proches des sunnites à la différence près que l'imam doit être descendant du prophète et avoir mérité le pouvoir par les armes, son courage et sa piété (Yémen) ;
- les **Ismâiliens** partisans du **septième imam (Ismâïl)**, extrémistes, qui disposent de sociétés secrètes qui opèrent à des recrutements et initient les adeptes (Perse, Syrie, Inde, Egypte). On distingue plusieurs groupes : les **Fatimides** au Caire, les **Qarmates** en Syrie, les **Druzes** au Liban, les **Alaouites** au Maroc, etc.

Malgré les nombreuses disparités, les musulmans adoptent la **même foi** fondée sur la révélation divine à Mohamed. Ils font du **Coran** leur **référence première** et de la **sunna** leur **deuxième source**. Les **cinq piliers** de l'islam sont acceptés de tous et la **langue arabe** est reconnue comme la langue par laquelle **Allah** s'est exprimé. La création de la **Umma** dirigée par un calife est aussi un facteur d'unité.

5.2. Les tendances actuelles

Comme toutes les religions, l'islam a été secoué par la **modernité**. Ainsi, par rapport à celui-ci, se dessinent deux courants principaux, l'un **réformiste** qui veut composer avec elle, l'autre **radical** qui s'en démarque. Pour mieux faire face aux grands bouleversements du XX^e siècle, les musulmans ont préconisé les regroupements.

5.2.1. Le courant réformiste

Ce courant veut composer avec la modernité, c'est-à-dire essayer d'en bénéficier. Ainsi il propose de s'approprier les conditions du succès de l'Europe, notamment sa science et ses techniques. Parmi ses fervents défenseurs, on peut citer l'Afghan Jamak Al Dîn **al Afghani (1839-1897)**, l'Indien **Mohamad Iqbal (1873-1938)**, le Turc **Mustapha Kemal** qui supprima le califat le **3 mars 1924**, l'Iranien **Mohamad Khatami**.

5.2.2. L'islamisme radical

Son objectif est de résoudre les problèmes de la société par la religion et aussi restaurer l'intégralité des dogmes de la religion musulmane : c'est le **fondamentalisme**. On parle aussi d'**intégrisme**. Les fondamentalistes font une interprétation rigoureuse et intransigeante du Coran, mettent l'accent sur la **guerre sainte** (comme le mouvement **Frères Musulmans**, fondé en **1927** en Egypte par **Hassan El Banna**), sont **hostiles à la science**, au **progrès**, à l'**émancipation des femmes** et **rejetent la laïcité** (c'est le cas des **Ayatollahs** d'Iran).

5.2.3. Les tentatives actuelles d'union du monde musulman

Pour mieux sauvegarder leurs intérêts dans un monde en perpétuelle mutation et garder l'unité entre eux, les musulmans ont créé des organisations comme la **Ligue arabe (22 mars 1945)**, l'**Union du Maghreb arabe (UMA)**, le **17 février 1989**, et l'**Organisation de la Conférence islamique (OCI)**. Cette dernière, plus large, a pour objectifs de défendre la cause musulmane dans le monde avec comme principal symbole la **libération de Jérusalem**, de développer la tolérance, l'unité et la coopération entre les Etats musulmans. Il s'agit aussi de promouvoir le dialogue de l'islam avec le monde, notamment avec les chrétiens (**dialogue islamo-chrétien**).

Conclusion

L'islam a apportée à la terre anarchique et païenne d'Arabie une **civilisation**. Prophète de cette région, **Mohamed**, grâce à ses innombrables qualités et son inspiration divine, a pu **substituer au désordre établi un ordre nouveau qui s'est propagé sur une bonne partie du monde**. Cet ordre nouveau, enrichi de différentes cultures qu'il a traversées et civilisations qu'il a façonnées, a imprégné l'histoire de l'humanité. En déclin depuis l'expansion européenne, l'islam amorce aujourd'hui une renaissance dont les manifestations ne sont pas toujours comprises des Occidentaux.